

*Proétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

N°24

pour le socialisme

4,50 F

SEMAINE DU 17 AU 23 DECEMBRE 1980



Publications
de tous les pays
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 17 AU 23 DECEMBRE 1980

N° 24 - 4,50 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66.

Abonnez-vous à
Pour le Socialisme

20
numéros
100 F.
1 an :
200 F.

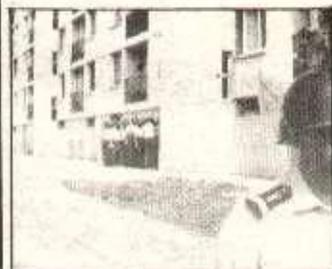


Militants
devant
les tribunaux
Syndicats
poursuivis
Délégués
licenciés



SOMMAIRE

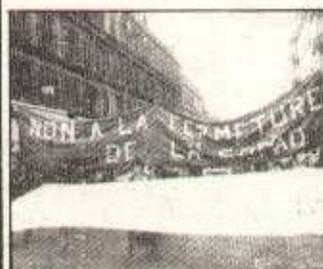
3-4 politique



INSECURITE : LE PCF EN CAMPAGNE : De la même manière qu'il l'avait fait contre l'immigration, le PCF part en guerre contre l'insécurité. Mais ses conceptions ont quelque chose de dangereux, et même d'inquiétant : d'abord, son analyse des statistiques ne correspond pas à la réalité, comme le montre notre article. Ensuite, en reprenant le même type d'arguments que la droite, la campagne du PCF risque de n'aboutir finalement qu'à dédouaner celle-ci de sa responsabilité en la matière, et a contrario d'encourager le racisme anti-jeune.

5-6 mobilisations

RASSEMBLEMENT DE QUARTIER DANS LE 19^e ARRONDISSEMENT : Plusieurs dizaines de militants de gauche du 19^e arrondissement viennent de signer un appel pour que se tienne un «rassemblement de quartier». Ils estiment que «c'est tourner le dos aux vrais problèmes que de substituer au débat de fond l'injure et le sectarisme» ainsi que de «refuser l'unité d'action et la riposte commune aux mauvais coups de Giscard, Barre et Chirac».



7-8 pratique révolutionnaire

PROBLEMES DE LA PRACTIQUE REVOLUTIONNAIRE : Quel combat mener pour les présidentielles ? Dans notre précédent numéro, nous avons examiné les conditions dans lesquelles s'engagent ces élections, et quelques réponses paraissent inadéquates ou insuffisantes. Notre Parti propose de concerner largement les militants, organisés ou non, qui se refusent à la logique actuelle des institutions de gauche, dans une dynamique commune d'actions et de réflexion politiques.



9-13

POLOGNE

POLOGNE : Par centaines de milliers, les Polonais ont commémoré le souvenir de ceux des leurs tués par l'armée en 1970. Cette preuve de la force du mouvement populaire survient dans un moment où les menaces d'agression persistent. L'attitude des pays occidentaux, une fois de plus enclins à la conciliation, n'est pas d'un grand secours à la Pologne. Celle du PCF non plus, bien au contraire : ne vient-il pas de recevoir les «félicitations» des Soviétiques pour ses critiques envers le PCI et le PCE ? Face à cela, plus que jamais la solidarité s'impose.

16-17 luttés



ATTEINTES AUX LIBERTES SYNDICALES DANS LE NORD : La répression anti-syndicale s'accroît dans le Nord ; cinq délégués sont traduits en justice pour avoir «séquestré» leur patron chez Pennel et Flipo à Watrelos, d'autres sont mis à pied et menacés de licenciement à la Lainière de Roubaix, des élus d'Usinor Denain sont mutés d'office, et une procédure de licenciement est engagée contre un délégué d'Usinor Dunkerque.

17-18 économie

DU COMPOSANT ELECTRONIQUE A LA PRESSE EN PASSANT PAR LES SATELLITES : La prise de contrôle de la «pieuvre» Hachette par le «géant» Matra aurait pu passer pour anodine. En fait, c'est tout le problème des communications et de l'information de demain qui se trouve posé. Il est ainsi question de la quatrième chaîne de télévision, du contrôle des livres scolaires, de l'informatique et, finalement, de la liberté d'information.



Campagne sur l'insécurité

LE PCF DE LA PARTIE ?

Par François NOLET

« Ces dernières années, l'insécurité n'a cessé de s'aggraver dans notre pays, au point de devenir un problème majeur qui préoccupe légitimement un grand nombre de Françaises et de Français ». Ce discours, souvent entendu dans la dernière période, n'aurait rien de surprenant s'il n'était extrait d'une déclaration du bureau politique du PCF en date du 2 décembre ; laquelle déclaration sert de support à une vaste campagne sur « l'insécurité ». On est donc en bon droit de s'interroger sur le pourquoi de cette campagne, sur sa fonction, et sur le moment choisi pour la mener.

DEUX faits d'actualité venaient de faire la « une » de certains journaux lorsque le BP du PCF a publié sa déclaration : d'une part l'assassinat, à Dombasle, d'un enfant de onze ans, les coupables présumés étant des adolescents, et d'autre part l'agression à Clichy-sous-Bois d'un jeune élève de LEP, qui fut grièvement blessé. C'est le moment qu'a choisi le bureau politique du PCF pour déclarer que « la criminalité augmente. Les vols, les agressions se multiplient, notamment dans les parkings ou les caves d'immeubles, dans les couloirs du métro et dans les trains de banlieue ; les femmes — c'est-à-dire plus de la moitié de la population — n'osent plus rentrer à pied de leur travail, ou sortir seules après la nuit tombée ; les travailleurs des PTT, des banques, des transports urbains, des taxis sont victimes d'agressions répétées. Et il faut ajouter à tout cela les déprédations les plus diverses, les actes de vandalisme, les incidents plus ou moins graves qui se produisent dans les concentrations urbaines, dans les grands ensembles d'habitation, qui contribuent à empoisonner la vie quotidienne des gens. Le trafic de drogue, le proxénétisme se développent ». Cette description, ô combien alarmante, on a plutôt coutume de l'entendre dans la bouche des partisans du pouvoir. Depuis plusieurs années et singulièrement depuis ces derniers mois, le thème de « l'insécurité » est en effet largement agité par la droite.

L'insécurité, une vieille campagne de la droite

Pour les besoins de son matraquage idéologique, celle-ci n'hésite d'ailleurs pas à faire quelques écarts avec la réalité. Ainsi, du dernier rapport de la police judiciaire a-t-il été conclu hâtivement que « la criminalité est en hausse ». En fait, l'analyse de ce rapport que nous publions par

ailleurs permet de constater que si des délits mineurs comme les vols s'accroissent effectivement, les crimes les plus graves, eux, ont tendance à régresser en nombre. On conçoit bien les raisons qui poussent ainsi la bourgeoisie à falsifier la réalité : le sentiment d'insécurité physique qu'elle tente de développer dans la population lui permet de légitimer des mesures telles que, justement, le projet « Sécurité et Liberté » dont le but premier est de restreindre un peu plus les libertés démocratiques. On conçoit bien également les raisons qui poussent la bourgeoisie à amalgamer les différents types de délits : faire la différence entre grande criminalité et petite délinquance, c'est du même coup mettre en lumière qu'il existe d'un côté un « milieu » dont les accointances avec certaines gens du pouvoir ont parfois été prouvées, et d'un autre côté des « délinquants primaires » dont l'origine est à rechercher dans la politique du pouvoir, avec son chômage, et sa baisse délibérée du niveau de vie des masses.

On conçoit moins bien que le PCF adopte, d'un bloc, les mêmes arguments. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Truands et chapardeurs

Une des caractéristiques constantes des forces de gauche est traditionnellement le refus de mettre dans le même sac des caïds du milieu et des petits délinquants. C'est, par exemple, la position que vient de réaffirmer le Syndicat de la Magistrature. Le PCF, lui, en vient maintenant à assimiler pêle-mêle les attaques armées contre les convoyeurs de fonds ou les vols avec les « déprédations les plus diverses », comme les graffitis ou l'abandon des déchets dans les cages d'escaliers.

Le BP a beau par ailleurs déclarer qu'il souhaite que les forces de police servent à la sécurité et non à la répression des luttes, on peut légitimement

se demander si les falsifications concernant l'augmentation de la grande criminalité et l'amalgame fait entre cette dernière et la petite délinquance ne viennent pas conforter, la campagne de la bourgeoisie.

Glissades dangereuses

Crier à l'augmentation de la criminalité, c'est de fait développer un peu plus le « climat d'insécurité » dont se chargent en général les Gicquel ou autres rédacteurs du *Parisien Libéré*, et c'est donner sur un plateau des justifications aux mesures répressives de la droite. Lesquelles, soit dit entre parenthèses, inquiètent moins les « gros bonnets » du milieu que les syndicalistes épris de liberté.

Refuser d'établir l'élémentaire distinction entre grande criminalité et petite délinquance ? Ce n'est rien moins que de brouiller les cibles en désignant à la vindicte, non pas les vrais truands et leurs soutiens, mais, par exemple, les jeunes ou les immigrés. Certes, nul n'apprécie de retrouver le coffre de sa voiture forcé ou sa mobylette volée. Mais la glissade est dangereuse qui mène de la mise en accusation des causes de cette petite délinquance à la mise en accusation des jeunes eux-mêmes. On peut à cet égard prendre l'exemple de

l'article de *L'Humanité* relatant l'agression, dramatique, au LEP de Clichy. Que lit-on ? « Il n'est pas de jour sans que l'actualité apporte son lot de délits qui tous témoignent de l'insécurité qu'engendre une délinquance dans laquelle sont impliqués des mineurs de plus en plus jeunes. Après l'horrible meurtre de Dombasle, on apprenait hier l'arrestation d'une adolescente de 17 ans devenue escroc à Lyon et celles, à Bollène dans le *Vaucluse*, de quinze gamins âgés de 15 à 17 ans. Ils étaient impliqués dans près de cent affaires de vols et dégradations volontaires ». Cette campagne qui souligne le jeune âge de certains auteurs de crimes ou délits rappelle trop celle de la droite sur le même sujet.

Le racisme anti-jeunes ne trouve évidemment pas ses supports à gauche. Pas plus sans doute que la campagne sur l'immigration (cf *PLS* n° 19), campagne qui flattait les mêmes idées arriérées. Rappelons que le PCF s'oppose à l'installation d'immigrés supplémentaires dans les municipalités qu'il dirige et que, par exemple, le bureau de section d'Ivry adoptait une résolution sur « la défense des mal logés, le recul de l'insécurité et la lutte contre la concentration de l'immigration à Ivry ». L'insécurité et l'immigration mise en rapport, voilà un thème qui ne caractérise généralement pas un parti de gauche...

Ratissage électoral

Pourquoi ces thèmes, qu'il faut bien qualifier de droite, sont-ils aujourd'hui avec tant de virulence repris en compte par le PCF ? Sans doute faut-il y voir le résultat des difficultés apparues dans l'application de sa politique. Outre la persistance d'importants désaccords dans ses rangs mêmes, les résultats des élections partielles, avec des cas de baisses importantes, voire « d'indiscipline » de l'électorat (Villefranche-Rouergue) peuvent laisser prévoir, pour l'élection de 1981 une baisse de son influence électorale. Dans ces conditions, il importe pour lui, et rapidement de rattraper ce retard possible. Les thèmes qu'il met en avant actuellement montrent assez clairement que ce n'est pas seulement dans l'électorat traditionnel de la gauche qu'il entend prendre des voix. Dans sa pêche électorale, le PCF ne semble plus très regardant sur les appâts ! En attendant, insuffer la peur de l'insécurité, désigner du doigt les jeunes comme responsables de la délinquance, souhaiter le départ des immigrés, autant de thèmes de propagande qui font appel aux réflexes les plus arriérés, et disculpent en définitive, la bourgeoisie dans ses attaques contre les libertés.

On ne connaissait pas encore à ce jour les dernières statistiques établies par la police judiciaire sur « La criminalité en France en 1979 ». Ce rapport est paru il y a quelques jours sur le bureau des ministres, et nous sommes en mesure, aujourd'hui, d'en révéler le contenu. Accablant. De janvier à décembre 1979, le nombre des délits et des crimes accusés au spectaculaire bond en avant. La violence y joue un rôle de plus en plus important. Les grandes agglomérations, Paris en tête, sont particulièrement touchées. En un mot, tous les chiffres, une nouvelle fois, sont à la hausse, qu'il s'agisse de moyenne ou petite criminalité.

Premier chiffre, première hausse : les différents services de la police et de la gendarmerie nationale ont recensé, en 1979, 2.330.566 crimes et délits, soit 9,31 % de plus que durant l'année précédente. La progression n'ayant pas été de 1977 à 1978 (de 2,34 %, le rapport souligne, c'est un de ses enseignements importants, que « la criminalité en 1979 semble marquer une nouvelle reprise ». Elle retrouve en fait son rythme de progression moyen depuis sept ans. Progression moyenne de 3,91 % depuis 1972 (en date) ; + 39,10 % depuis 1963.

Des conclusions hâtivement tirées des statistiques du Ministère de l'Intérieur qui demandent à être regardées de plus près.

Des gangsters, qui ont commis 4.993 vols à main armée, soit 6,10 % de plus qu'en 1978, pour un total de 81.364 délits répertoriés, soit 8,93 % de plus. Un chiffre, toutefois, qui a des chances d'être en dessous de la réalité si l'on songe que 856 délits de fraude fiscale seulement sont pris en compte.

Reste enfin la petite délinquance la plus diffuse, celle peut-être qui touche le plus au quotidien. Celle aussi où les plus nombreux mineurs sont les plus nombreux. 1.963.757 délits recensés, soit 84,26 % du total. Ce sont les vols en tout genre, voitures, motos, bandes dessinées, etc., qui constituent la base. Le rapport en fait connaître de 31,9 % de plus qu'en 1978.

Autre genre, la délinquance en « col blanc » se porte bien, elle aussi : 417.364 délits répertoriés, soit 8,93 % de plus. Un chiffre, toutefois, qui a des chances d'être en dessous de la réalité si l'on songe que 856 délits de fraude fiscale seulement sont pris en compte.

Reste enfin la petite délinquance la plus diffuse, celle peut-être qui touche le plus au quotidien. Celle aussi où les plus nombreux mineurs sont les plus nombreux. 1.963.757 délits recensés, soit 84,26 % du total. Ce sont les vols en tout genre, voitures, motos, bandes dessinées, etc., qui constituent la base. Le rapport en fait connaître de 31,9 % de plus qu'en 1978.



La criminalité progresse

En 1979, le nombre des crimes et délits a augmenté de 8,51 %. Le grand banditisme de plus en plus violent mais moins réprimé

Beaure

A Poissy, les cornes de la réhabilitation

JEAN-PIERRE DEFAIT

LA CRIMINALITE EST-ELLE EN HAUSSE ?

L'argumentation gouvernementale sur les problèmes de sécurité se résume dans l'affirmation d'une «montée de la violence et du sentiment d'insécurité», qui tend à justifier les mesures repressives, telles le projet Peyrefitte. La France tend-elle à devenir effectivement un nouveau Chicago ?

C'est ce que pourraient laisser penser les conclusions du rapport annuel de la police judiciaire, analysant les crimes et délits commis au cours de l'année 1979 - pour autant évidemment que ces crimes ou délits aient été connus de la police, la partie cachée restant difficile à évaluer.

Selon les conclusions de ce rapport, rendu public en novembre de cette année, la grande criminalité aurait augmenté de 9,20 % par rapport à 1978, la criminalité moyenne de 10,96 % et la délinquance de 8,09 %. Ainsi présentés, ces chiffres semblent donner raison aux cris d'alarme du gouvernement. Mais il convient d'y regarder de plus près.

En effet, les rubriques «grande criminalité», «moyenne criminalité» et «délinquance» méritent d'être contestées dans leur définition même. La rubrique «moyenne délinquance» regroupe des faits aussi différents que les diverses sortes de cambriolage, la délinquance financière, la possession de faux documents d'identité, les menaces de mort, etc. Ainsi se trouvent mises sur le même plan une banqueroute et l'utilisation d'une fausse carte de séjour par un travailleur immigré en situation irrégulière. La «délinquance» regroupe des faits aussi différents que vols de voiture, chèques sans provision, mendicité mais aussi des cas de proxénétisme hôtelier. Des classifications contestables donc, qui rassemblent dans une même catégorie des faits de gravité très différente : il semble fortement contestable de rassembler des faits comme les chèques sans provision, qui ont tendance à se développer avec la crise et certains cas de proxénétisme.

Pour avoir une vision plus exacte de la situation, il semble donc qu'il faille plutôt entrer dans le détail des différents crimes et délits, plutôt que de s'en tenir à des classifications trop larges et sans doute orientées. Nous donnons ici un tableau comparé du nombre d'infractions connues pour 1979, 1977 et 1975 en ce qui concerne plusieurs crimes ou délits.

Ainsi constate-t-on que les homicides crapuleux, hold-up, rapt, coups et blessures volontaires suivis de mort, proxénétisme par souteneur, ont baissé en nombre absolu depuis 1977 (et souvent de façon continue depuis 1975). Les vols ont en revanche augmenté, encore qu'il semble difficile de savoir dans quelle mesure cette augmenta-

tion résulte d'un accroissement effectif du nombre de vols, ou du fait que les vols soient suivis de plainte plus fréquemment qu'auparavant. Globalement, c'est donc bien d'une baisse du nombre de ces crimes qu'il s'agit.

En revanche, on constate un accroissement des cambriolages, ainsi que, dans une moindre mesure, des vols d'automobiles. Encore l'accroissement du nombre des cambriolages doit-il être relativisé, si l'on songe que les compagnies d'assurance ont, ces dernières années, inclus à leurs contrats l'obligation de porter plainte. Ce qui contribue de façon quasi automatique à augmenter le nombre des plaintes, sans que le nombre des cambriolages ait nécessairement augmenté dans les mêmes proportions.

De même, l'utilisation de fausse monnaie ou le trafic de stupéfiants n'ont-ils progressé dans des proportions aussi foudroyantes qu'en raison d'une sollicitude plus importante de la police à l'encontre de ces infractions.

Pour résumer, ce qu'on peut effectivement qualifier de grande criminalité a tendance, selon les cas, à baisser (c'est le cas le plus fréquent) ou à augmenter dans une faible mesure. On assiste à une hausse notable des vols, ce qui n'est guère étonnant dans la situation de crise actuelle. Si l'on met bout à bout, sans établir de distinction, le nombre des crimes et des délits, le total est en augmentation, mais ce ne sont pas les faits les plus graves qui sont les principaux responsables de cette augmentation.

Crime ou délit	1975	1977	1979
Homicides crapuleux	181	195	172
Hold-up	1 105	1 581	1 233
Rapts	13	8	2
Coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort	327	305	282
Proxénétisme par souteneur	909	1 050	730
Viols	1 589	1 531	1 695
Cambriolages de lieux d'habitation	87 634	93 265	110 479
Cambriolages de résidences secondaires	16 620	13 164	12 849
Vols d'automobiles	191 358	199 691	202 584
Trafic de stupéfiants	412	437	810
Utilisation de fausse monnaie	1 935	5 265	9 410



«Accorder la plus grande attention à cette très importante question de la sécurité, d'abord là où le besoin en est le plus grand, c'est-à-dire dans les villes de banlieue, les quartiers et les cités populaires». (Extrait de la déclaration du BP du PCF).

Ainsi lorsque M. Peyrefitte évoque une «montée de la violence et du sentiment d'insécurité», il semble qu'on doive retenir de ses propos moins la réalité d'une «montée de la violence» que la volonté de renforcer ce «sentiment d'insécurité», si propice aux sales coups contre les libertés. La «sécurité» sera un des thèmes majeurs de la campagne électorale de Giscard : tous les arguments seront bons pour distiller la peur.

F.N.

ESSENCE : 6 HAUSSES EN UN AN

Le litre de super coûte depuis le samedi 13 décembre, 3,65 F soit 14 centimes plus cher. La cause selon le gouvernement de cette augmentation est triple :

— La hausse du dollar, monnaie utilisée pour acheter le pétrole : + 5,76 % en deux mois. Cette hausse compte pour 6,5 centimes dans la nouvelle augmentation. Bien sûr, il existe une «cassette» qui se remplit lorsque le dollar baisse pour compenser les hausses. Il paraît qu'elle a déjà été utilisée. A quoi ?

— La hausse du prix du pétrole. Là encore trois raisons sont invoquées soit une hausse réelle, soit une augmentation des coûts de transports, soit la «prime» que touche l'Arabie Saoudite ou le Koweït pour se substituer à l'Irak, ensemble comptant pour 4,5 centimes par litre.

— Les carburants mis sur le marché étant de plus en plus sophistiqué, les coûts de productions augmentent et les profits baissent. Le ministre de l'Industrie ayant promis de «faire quelque chose» pour la profession, voici 3 centimes par litre que se partageront raffineurs et détaillants.

Ce que l'on ne vous a pas dit

— Les diverses sommes (6,5, 1,5, 3 centimes) ne s'entendent pas exonérés mais taxes comprises c'est-à-dire que l'Etat trouve ici un biais pour augmenter l'imposition indirecte.

— La fameuse cassette n'offre pas comme unique avantage une stabilité relative des prix. Il faut savoir en effet que la baisse d'un centime du cours du dollar se traduit en un mois par un excédent de plus de 20 millions de francs. On imagine mal cette somme inutilisée.

— Une hausse de ce type a toujours un avantage énorme : augmenter la valeur des stocks.

— «La hausse du prix du pétrole» comprend à la fois certaine hausse des pays de l'OPEP mais aussi les spéculations des compagnies pétrolières.

Alors, M. Giraud un relèvement vraiment «serré au maximum» ?

C.K.

DEBATTRE, UNIR, LUTTER RASSEMBLEMENT DE QUARTIER A PARIS XIX^e

Des militants du 19^e arrondissement de Paris ont entrepris de lutter contre les divisions actuelles. A cet effet, ils ont élaboré un appel qui circule actuellement dans tout l'arrondissement. L'objectif immédiat est la tenue au début du mois de janvier d'un premier rassemblement. La démarche qui préside à cette initiative : débattre, unir, lutter.

A deux pas d'ici, on entend les bulldozers achevant de détruire les vastes bâtiments, tout neufs, des abattoirs de la Villette, des abattoirs qui n'ont jamais vu l'ombre d'une vache, des milliards qui partent en poussière, le plus gros gaspillage immobilier de ces dernières années... Ici, c'est l'usine SO-FRALAIT (conditionnement et distribution de lait) qui sort de six jours de grève : de lourdes menaces de fermeture pèsent sur l'entreprise, il paraît qu'une usine dans Paris, ce n'est pas rentable !

A l'autre bout de ce dix-neuvième arrondissement de Paris, place du Colonel Fabien, la façade de verre du siège national du PCF, construit du temps de l'«ouverture», contraste avec le blockhaus souterrain de la salle du CC, qui vient, elle, juste d'être inaugurée... Symbole du virage du PCF dont le 19^e arrondissement est un des fiefs parisiens. Un député, Paul Laurent, 28 % de voix aux dernières élections, 2 500 cartes annoncées. Mais aussi quatre conseillers municipaux dont deux sont en opposition ouverte avec la ligne actuelle du PCF. En effet, le 19^e,

c'est aussi le quartier de Fiszbin qui en avait fait un des terrains d'expérience de la ligne d'ouverture. Ce qui explique que là, plus qu'ailleurs, le virage actuel a du mal à passer dans les cellules et plus largement dans le quartier.

Plus loin, dans l'arrondissement, la Place des Fêtes, théâtre d'une vaste opération de rénovation urbaine, un autre symbole du quartier. C'est en effet au pied de ces barres et de ces tours que s'est développée une riche vie associative, d'abord pour lutter contre l'opération immobilière, puis pour animer la vie du quartier. Vie associative qui connaît aujourd'hui de graves difficultés, comme en témoigne la disparition de la maison de quartier «Place des Fêtes Avenir», l'un des pôles de cette vie associative, expulsée par les promoteurs en août dernier, sans qu'il n'y ait eu, depuis, aucune mobilisation.

Une volonté unitaire...

Le dix-neuvième, c'est tout ça, mais ce sont aussi, depuis un an ou deux, plusieurs tentatives pour briser la logique du sectarisme, de la division, de la



démobilisation. Ce fut d'abord la mobilisation contre le démantèlement de la SFP où l'on vit défiler côte à côte, dans les rues du quartier unions locales et sections CGT et CFDT des nombreuses entreprises menacées de fermeture. L'année dernière, à l'occasion de la grève scolaire très suivie dans le quartier, ce furent plusieurs occupations d'écoles et la mise sur pied d'un collectif parents-enseignants. Ou encore, plus récemment, la naissance d'un comité d'union dans les luttes ou la mobilisation contre la fermeture de l'usine SOPAD, à l'initiative du collectif SOS-Emploi 19^e et

qui a regroupé partis, syndicats et associations du 19^e.

Tout ça n'a pas été sans de nombreuses difficultés. On pense tout de suite aux divisions de la gauche et à ses conséquences sur le plan syndical ; et en effet, l'Union locale CGT, comme de nombreuses sections CGT, ont refusé de participer à la marche unitaire sur la sopad, ce qui a largement contribué à limiter l'impact de cette initiative. Autre obstacle et de taille, la démobilisation militante, l'absence de perspectives politiques d'ensemble, qui bloquent le développement de la plupart des luttes : «à quoi bon lutter, tout est bouché....».

... Plusieurs démarches...

C'est sur la base de ces expériences qu'un certain nombre de militants du quartier et avant tout, ceux du collectif *Union dans les Luttes*, ont pris l'initiative d'un appel intitulé «Débattre, unir, lutter — appel aux femmes et hommes de gauche du 19^e pour un rassemblement de quartier». Cet appel, (cf encart) qui circule actuellement dans le quartier, et doit déboucher sur un rassemblement débat, début janvier, à déjà recueilli une cinquantaine de signatures : des militants de l'*Union dans les Luttes*, du PCF, du PS, du PCR, du PSU, des syndicalistes de la CGT, de la CFDT, du SNES, du SGEN, de l'UNEF, militants chrétiens, de la vie associative (groupe femmes, maison de quartier, écologistes, radio libre, SOS-Emploi...)

Il est apparu, dès la première réunion de signataires, que cette volonté unitaire recouvrait plusieurs démarches.

Certains, particulièrement sensibles aux difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement pour engager et mener des luttes jusqu'au bout, voient surtout une possibilité de déblocage à ce niveau. Ce sont notamment des syndicalistes (et c'était un encouragement que de voir, pour la première fois depuis longtemps, assis à une même table, des militants de l'Union locale CGT et de l'Union locale CFDT), ou des militants de la vie associative. Ce rassemblement sera donc un forum des luttes sur le quartier, mais il peut aussi être plus que ça : une occasion de dépasser le cadre nécessairement étroit de chaque secteur de

Appel aux femmes et aux hommes de gauche du XIX^e pour un rassemblement de quartier (Extraits)

(...) A l'arrogance du gouvernement, pas de réponse à la hauteur. A gauche, la logique de la division a des conséquences de plus en plus graves :

— La division entretient la dispersion, casse net les tentatives de résistance, désarme les militants, laisse le champ libre au désarroi, à la démolition, au scepticisme.

— A cause de la division, la droite ne met plus de limite à ses prétentions. Elle en profite pour ressortir des tiroirs ses projets les plus réactionnaires, la loi «Sécurité et Liberté», celle sur le temps partiel, le démantèlement de l'industrie, le chômage... Les acquis de nombreuses années de lutte sont menacés. (...)

(...) La volonté de lutter existe pourtant. Elle s'est manifestée, en particulier à l'occasion des luttes dans les écoles (rue Curial, rue Tandou, rue Fessart, les Eiders...) et contre les fermetures d'entreprises et les licenciements (SFP, Lang, DECORELEC, SOPAD...). Souvent, la volonté de s'unir à la base s'y est affirmée.

C'est pourquoi, nous appelons les femmes et les hommes de gauche et d'extrême-gauche, habitant ou travaillant dans le dix-neuvième, ceux qui ne militent pas, comme ceux qui sont engagés dans des partis, des syndicats, des associations, des comités de quartier, à prendre, par eux-mêmes, leurs responsabilités.

Nous avons, sur des questions de politique intérieure ou internationale, des divergences, mais nous considérons que c'est tourner le dos aux vrais problèmes que de substituer au débat de fond l'injure et le sectarisme, d'où qu'ils viennent. C'est tourner le dos aux vrais problèmes que de refuser l'unité d'action et la riposte commune

aux mauvais coups de Giscard, de Barre et de Chirac.

Parce que nous voulons mettre en œuvre une autre pratique de la politique, nous proposons que se tienne, dans le dix-neuvième, un Rassemblement de quartier :

— Pour réunir les conditions d'une discussion constructive sur les divisions politiques et syndicales à gauche. Discutons de leurs causes réelles, leur avenir et les moyens de les surmonter. Discutons des transformations sociales et du type de socialisme que nous voulons. Pour que de nouvelles perspectives s'ouvrent enfin, à gauche, dans notre pays.

— Pour tout mettre en œuvre afin de battre Giscard, dont la réélection signifierait une régression sociale sans précédent depuis Vichy.

Pour exiger que la campagne électorale, à gauche, ne se résume pas à des stratégies d'état-major, qu'elle se fasse au grand jour, que nous ayons notre mot à y dire. Pour que le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour puisse rassembler les aspirations et les forces populaires, nous demandons dès maintenant que sa campagne et la plate-forme qu'il avancera soit débattue publiquement.

— Pour réunir et confronter les expériences et les propositions de lutte sur des terrains divers, notamment à l'école, dans l'entreprise, contre le chômage, le racisme, pour les libertés démocratiques et les moyens d'expression des associations locales. Pour décider d'initiatives concrètes sur l'arrondissement, afin que s'étende la lutte sur les fronts où les attaques du patronat et du pouvoir se font les plus pressantes.



Manifestation dans le 19^e arrondissement de Paris en avril 1980, contre la fermeture de la SOPAD à l'appel de nombreux militants et organisations.

lutte isolé, de réfléchir sur la dimension politique de ces luttes. Une dimension politique qui soit autre chose qu'un simple haut-parleur pour les options de tel ou tel parti, qu'un simple tremplin électoral... L'apolitisme est bien un des obstacles sur lesquels bute aujourd'hui la vie associative.

Pour d'autres, ce rassemblement est avant tout l'espoir de se débarrasser de Giscard en avril prochain. Quelle attitude à l'occasion des élections présidentielles, c'est certainement un des points sur lesquels l'éventail des opinions représentées est le plus large. Depuis ceux qui feront campagne pour un des candidats de la gauche, ceux qui souhaitent, au deuxième tour, un report de toutes les voix sur le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour, jusqu'à ceux qui refusent d'accorder une quelconque confiance aux candidats des partis. En passant par la volonté de formuler un minimum d'exigences à l'égard du candidat de gauche au second tour... Par contre, tous sont d'accord pour ne pas laisser le monopole de la campagne aux états-majors des partis, pour que les «consommateurs de la politique», comme dirait Coluche, puissent y faire entendre leur voix, mais pas seulement en négatif, puissent aussi avancer leurs propositions.

Il y a enfin ceux qui voient surtout dans cette initiative, la possibilité offerte, pour la première fois depuis bien longtemps à des militants de toutes les sensibilités de la gauche et de l'extrême-gauche de se rencontrer pour débattre des questions politiques qui leur semblent fondamentales aujourd'hui, et qui ne seront pas forcément abordées à l'occasion de la campagne présidentielle. La liste des thèmes envisagés est très vaste : les causes de la désunion, les transformations sociales à mettre prioritairement en œuvre, quel socialisme pour la France... Des divergences ne manqueront pas d'apparaître, et sont déjà apparues, notamment entre ceux qui se situent, pour l'essentiel, dans le cadre des partis et les autres ; il reste néanmoins que toutes les

sensibilités représentées au sein des signataires ont, de par leur expérience, et leur histoire propres, quelque chose à apporter à la réflexion commune.

... Dontaucune n'est à exclure a priori

Il a été unanimement admis que le texte d'appel n'excluerait aucune des démarches, ni aucune des logiques qui conduisent à refuser la politique actuelle de la gauche. L'essentiel est d'ouvrir une brèche dans la muraille qui séparait jusqu'alors militants du PC, du PS ou d'extrême-gauche, syndicaliste CGT ou CFDT. Ceci non pas pour créer une espèce de courant unanimiste, où les contradictions sont soigneusement mises sous la table. Mais au contraire pour qu'elles puissent s'exprimer clairement lors du rassemblement ; les thèmes des quatre forums choisis en sont la preuve : la division syndicale, — quelles luttes mener, dès aujourd'hui, à la base et dans l'unité ? — la division de la gauche, ses causes réelles et son avenir — quelles nouvelles pratiques politiques mettre en œuvre à gauche aujourd'hui ?

D'ores et déjà, le rassemblement constitué autour de cet appel représente un certain courant de référence, à gauche, dans le 19^e, dont les contours sont encore flous, mais dont l'audience est loin d'être négligeable dans les partis, les syndicats et les associations du quartier. Le rassemblement de janvier permettra d'en préciser le contour : de décider de quelques axes de mobilisation unitaire, d'éclaircir les points de vue et les points de divergence, et peut-être d'affirmer certains thèmes de convergence politique. Il peut aussi être le point de départ d'une réflexion commune prolongée, d'une volonté commune d'action, d'un courant unitaire capable de peser sur la situation locale, et de redonner espoir à tous ceux qui voient l'avenir politique bloqué à gauche.

FASCISTES A NANTERRE : EXEMPLAIRE RIPOSTE



Dans les rues de Paris après l'agression de Nanterre.

LS n'avaient pas prévu ça, les nazillons du GUD ou du Front des étudiants nationalistes. L'an dernier, ils avaient déjà fait un raid à Nanterre, blessant quelques étudiants et brisant du matériel, au nom de l'ordre, sans qu'une grande riposte ait lieu. Cette année, ils avaient déjà attaqué à Tolbiac, provoqué des incidents à l'Institut d'Etudes politiques, et bien sûr joué les maîtres dans leur fief d'Assas. Sans doute même pensaient-ils, ces amis de Frederiksen et autres, jouir de quelque impunité : après tout, le président de l'université d'Assas ne déclare-t-il pas qu'il aime les étudiants «qui ont les cheveux courts et combattent la chien-lit» ? Ne vient-il pas d'interdire dans ses locaux, une réunion antiraciste organisée par le MRAP ? Et Saunier-Séité elle-

même n'avoue-t-elle pas ses sympathies pour l'«ordre» et ceux qui le font respecter ?

Bref, les étudiants fascistes croyaient avoir le terrain libre quand ils se sont rendus à Nanterre lundi matin. Mal leur en a pris. A peine avaient-ils commencé leurs exactions habituelles que les amphis se sont vidés, et que par dizaines, puis par centaines, les étudiants se sont mobilisés. Pour vider les provocateurs, mais aussi et surtout pour les châtier. 27 nazillons ont finalement été arrêtés par la police, accourue tard, mais pas suffisamment cependant pour que les fascistes aient pu s'enfuir bloqués qu'ils étaient par la masse des étudiants en colère.

A l'évidence, ce qui s'est passé lundi matin à Nanterre, puis dans les rues de Paris dans

l'après-midi, est un fait politique important. Il prouve d'abord combien est vif le sentiment antifasciste chez les étudiants aussi. Il prouve ensuite que les attermolements du pouvoir à poursuivre et sévir véritablement contre cette extrême droite qui ose relever la tête ne pourront pas durer bien longtemps ; qu'en est-il de l'enquête sur les crimes de la rue Copernic ? Pourquoi le GUD n'est-il pas dissous ? Qu'en est-il des révélations faites sur la présence d'éléments fascistes dans la police ? Autant de questions auxquelles le pouvoir doit répondre. Sans doute espéraient-ils que «les choses se tassent», c'est un échec. Enfin, l'ampleur de la riposte étudiante prouve combien sont fausses les idées toutes faites sur l'apathie-totale-des-étudiants-qui-ne-pensent-qu'à-leurs-études.

PLUSIEURS MILLIERS D'ETUDIANTS DANS LA RUE LE 12 DECEMBRE

La manifestation organisée le vendredi 12 décembre par la coordination nationale des facs en lutte a montré à souhait la combativité d'une frange relativement importante d'étudiants. Ainsi, devant le ministère puis en manif spontanée, et alors que les risques d'affrontement avec les flics étaient réels, rares furent ceux qui abandonnèrent le pavé parisien.

Elle fut aussi le reflet des difficultés que rencontre le développement de la mobilisation. Ainsi, le cortège était constitué d'un faible contingent parisien (Tolbiac, et Censier n'égalant pas, à eux deux «Strasbourg»).

D'autre part, le problème de l'organisation est clairement posé. Ainsi, les étudiants de Strasbourg bien que se déclarant autonome, sont contraints de s'appuyer sur l'infrastructure de l'UNEF «indépendante et démocratique» pour populariser leur lutte. Enfin, alors que la division syndicale vide les AG, il reste urgent de s'organiser pour la lutte.

A côté de ces difficultés, on constate un élargissement du champ de revendication. Si Perpignan fut en grève uniquement contre le budget (1) et la réforme des second et troisième cycle, (2) Strasbourg lutte aussi contre la loi sauvage (3) et le décret Imbert (4). Même si le mouvement n'en est pas à élaborer des contrepropositions comme en 1976, le fait d'avoir évité les pièges du corporatisme est évidemment positif. Enfin, de nouveaux rapports à la politique sont en train de se tisser. Ainsi, le refus des magouilles, qui a permis à Libé de parler de dépolitisation, développe aussi la volonté de prise en charge, par chacun, de la lutte ainsi qu'une réflexion politique plus «sensitive» (approche différente des problèmes de l'immigration du tiers monde, de la violence, de la gauche des travailleurs, etc...)

Ces problèmes, s'ils ne sont pas nouveaux, sont de plus en plus perçus comme un enjeu dont la bonne résolution sera détermi-

nante pour le développement de la mobilisation.

C. KERLEC

1) Le budget est en hausse de 2 % par rapport à l'an dernier donc, en fait, en baisse.

2) Réforme datant de juillet 1980 dont le but est de supprimer les enseignements inutiles au patronat, région par région, et de rayer de l'université tout élément de concurrence avec les grandes écoles.

3) La loi sauvage remet en cause la proportion des conseils d'université et des conseils d'UER. Les professeurs de rang A (lire les mandarins) devront être majoritaires dans les premiers et au nombre de cinq dans les seconds.

4) Décret visant à instituer un statut particulier pour les étudiants étrangers notamment par l'intermédiaire de quotas, d'examen d'entrée et de pré-inscription obligatoire.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES : QUEL COMBAT MENER ? SUITE

Dans le numéro précédent, nous avons présenté les conditions dans lesquelles s'engage la bataille politique des présidentielles : une droite qui se permet d'accentuer sa politique ultra réactionnaire parce qu'elle se sent forte des divisions profondes de la gauche, et se croit presque sûre de gagner. Comment transformer les conséquences en apparence négatives de la faillite du programme commun en une dynamique nouvelle ? Plusieurs réponses paraissent inadéquates ou insuffisantes : présenter un candidat, exiger la fin de la désunion de la gauche, ou tenter de reconstruire l'union à partir de la base, dans les luttes. Notre Parti propose de concerner largement la masse des militants, organisés ou non, qui se refusent à la logique actuelle des institutions de gauche, dans une dynamique commune d'actions et de réflexion politiques.

POUR en finir avec les divisions, pour l'unité, pour le débat, pour la lutte, l'Appel de notre Comité Central, nous l'avons rappelé, définit une démarche à partir de quatre propositions solidaires, inséparables :

- «Mettre à jour ensemble, pas à pas, ce qui n'a pas marché en mars 1978, les raisons profondes de la cassure qui s'est produite»
- «Déterminons d'un commun accord dans nos localités, dans nos entreprises, sur quoi nous pouvons lutter ensemble et faisons-le dès maintenant».
- «Déterminons ensemble les initiatives à prendre pour tout faire pour battre Giscard»
- «Discutons ensemble comment nous voyons le socialisme»

L'Appel d'adresse «au sein des partis de gauche, des organisations d'extrême-gauche, des syndicats», parmi les inorganisés, aux militants et aux travailleurs qui refusent la situation de division et de paralysie de la gauche.

Pour nous, aujourd'hui, toute avancée dans la perspective révolutionnaire, pour être effective, doit concerner largement ce «peuple de gauche», le sensibiliser, le mobiliser au point qu'il la prenne en charge et en fasse son affaire. La réalité politique, historique de notre pays fait que les énergies qui aspirent à changer profondément cette société, se trouvent dans leur immense majorité, encore captées par et insérées dans les grandes institutions de gauche existantes : PCF, PS et les deux principales centrales syndicales.



Une forte aspiration à l'unité chez les militants.

Ce faisant, elles sont nécessairement imprégnées, marquées profondément par les conceptions et les représentations de la transformation sociale qui prédominent au sein de ces institutions. Il faut donc partir de là, mais en même temps prendre la mesure de l'ampleur des failles et des interrogations produites par la division puis l'échec de la gauche survenues en 1978.

Le traumatisme politique est considérable : tous ceux qui avaient cru que l'Union de la gauche était suffisamment solide, qu'elle pourrait enfin évincer du pouvoir la droite en place depuis des décennies et que s'ouvrirait une ère de transformations amorcée par la réalisation du Programme commun, tous ceux-là se retrouvent, trois ans après, floués et démunis : une gauche non pas unie, mais déchirée ; des élections présidentielles pour lesquelles, jusqu'à présent les candidats de gauche sont donnés largement perdants ; plus de projet de transformation sociale crédible.

On comprend que le pessimisme, une certaine désespérance, un rejet désabusé du constat politique aient pu se produire et fassent encore aujourd'hui sentir leurs effets, comme choc en retour des espérances trompées. C'est là l'aspect négatif du phénomène, mais non le principal. D'un point de vue révolutionnaire, la situation de remise en cause et de crise des institutions de gauche est féconde, à condition d'en cerner et d'en saisir tous les facteurs positifs : si une certaine dynamique avait pu se constituer autour du Programme commun, c'est autour d'une volonté d'unir les forces de gauche, de battre la droite pour mettre œuvre des transformations pour une France socialiste.

Ces aspirations, dans ce qu'elles ont de positif, demeurent pour une large part, mais elles ne peuvent plus se reconnaître entièrement dans les institutions de gauche (et d'abord les partis) — telles qu'elles sont aujourd'hui — comme leurs moyens d'expressions et leurs instruments. Un décalage, qui peut être fertile, s'est creusé entre ces aspirations et ces institutions.

Des exigences laissées sans réponse

Si la préoccupation de l'union reste essentielle, alors la façon dont les directions du PCF comme du PS s'accrochent, chacune à sa façon de leur rupture, n'est pas acceptable, pas plus que les invectives qu'elles se lancent en guise d'explications pour rendre compte de leur désunion.

Si demeurent la volonté et l'urgence de lutter contre la politique d'austérité et de restriction des libertés démocratiques, comment se résigner à voir des polémiques au sein de la gauche se transporter dans le mouvement syndical, affaiblissant et restreignant les capacités de lutte ?

Si la détermination à battre la droite, à se débarrasser de Giscard subsiste, comment accorder quelque crédit à la tactique du chacun pour soi, aux vieilles méthodes, pour chaque parti, d'arrondir son électorat ou de mordre sur celui de son concurrent ?

Si la perspective du socialisme continue à

donner son sens au combat politique, peut-on se contenter, après l'effondrement du Programme commun de rester partagé entre un projet que le PS est prêt à abandonner dès le début de la campagne de son candidat et le programme de Marchais qui agglomère trop de revendications dans tous les domaines, répond à trop de mécontentements à la fois, pour former un véritable projet organisé, dont la réalisation soit crédible ?

Ces exigences, ces aspirations qui avaient pu croire trouver dans la perspective du programme commun leur expression et leur moyen de se réaliser ne trouvent plus, c'est évident, de réponse appropriée dans le repli des partis de gauche, d'un côté comme de l'autre.

Elles ne se perçoivent pas seulement en termes d'oppositions entre bases et sommets, entre volonté de se battre sur le terrain et calculs d'états-majors. Par des chemins divers, à partir de points d'achoppement variés, de lignes de fracture plus ou moins profonde, une large frange de militants de gauche, laissée à elle-même en quelque sorte se trouve comme requise de repenser les cadres et les grands schémas, qui ont dominé à gauche et ont échoué, de trouver de nouvelles voies et moyens pour agir. On ne doit pas sous-estimer ce phénomène. Il va bien au-delà, par exemple dans le PCF, des courants d'opposition, à présent déclarés, publics qui ont leurs propres moyens d'expression, leurs porte-parole et développent une critique portant sur l'ensemble des aspects de la ligne du PCF. La désaffection

SUITE DE LA PAGE 7

des réunions de cellule, la diffusion très faible très peu active du dernier livre de Georges Marchais, les départs silencieux, avec souvent repli sur l'activité syndicale dans la CGT, autant de manifestations d'une ampleur considérable. Or tous ces militants qui se mettent en retrait ou se détachent le font le plus souvent à partir d'un fait, d'une position qu'ils n'ont pas pu supporter : le mode de désignation préfabriqué de Marchais comme candidat, les éléments de culte de la personnalité autour de la personne du Secrétaire Général, les positions prises sur l'Afghanistan, la Pologne. Mais tous ces points de rupture partiels en apparence, sont en général le symptôme d'un ensemble de contradictions plus complexe même s'il n'est pas formulé, avec la ligne globale du PCF, et qu'il s'agit de mettre à jour.

Trouver de nouvelles voies

Et d'abord, il y a le besoin du décloisonnement du débat politique : pour des militants, qui avant 1978, se sont sentis, en dépit des différences et des divergences, prêts, côte à côte, à œuvrer à des transformations profondes de la société, il n'est pas possible d'admettre, du jour au lendemain, que les uns aient tous basculé dans la collaboration de classe, magouillant au besoin avec le RPR et que les autres, soient devenus des partisans inconditionnels du goulag et de l'agression soviétique en Afghanistan et bientôt peut être en Pologne. La virulence des attaques respectives (et leur bas niveau) masquent l'absence d'explications satisfaisantes.

Une fois passé le choc de 1978, pour nombre de gens de gauche, il est temps d'écarter résolument l'invective, de se refuser absolument aux procès d'intention et d'en venir ensemble à un examen patient et soigneux, responsable, entre militants, de ce qui s'est passé en 1978, des causes profondes de la rupture. La volonté d'union, quand elle est authentique et conséquente, passe nécessairement par là, par la recherche en commun, fraternelle, de ce qui a pu désunir, pour pouvoir éliminer cet obstacle.

Et c'est cette attitude, de moralisation du débat politique et de respect mutuel qui peut, seule permettre de lever les blocages et d'envisager en commun, localement, sur le terrain, dès maintenant, de lutter ensemble et de riposter efficacement. Car l'appel à la lutte en commun risque de rester sans effet ou de ne se matérialiser que de façon précaire, si de part et d'autre, subsistent pour n'avoir pas été mis en débat, un certain nombre de préventions, de réticences de griefs plus ou moins fondés, inévitablement produits par le déchainement de la polémique aux sommets. Une attitude de principe ouverte au débat sur les causes réelles de la division et de l'échec de 1978 est en effet indispensable le plus souvent pour débloquent les capacités de lutte : dans de nombreux cas, les militants de gauche, conservant une vision unilatéralement négative de ce qui s'est passé en 1978, hésitent à se lancer dans l'action, se tiennent en retrait et, parce qu'ils jouaient auparavant un rôle d'animation, d'entraînement, de coordination des luttes les privent, de fait, de moyens de se développer davantage et les laissent éclore sporadiquement. A partir du moment où ils s'engagent dans un effort commun de clarification de 1978, c'est de plus en plus le contenu même du Programme commun, les projets qui y ont cohabité qui apparaîtront comme sans issue et non pas toute action, toute lutte par elle-même. La condition pour faire renaître une dynamique de lutte, se libérant consciemment de ce qu'il pouvait y avoir de négatif dans les projets des deux grands partis de gauche et qui se retrouvait dans le Programme commun.

La reconstitution, à l'initiative des militants, des conditions indispensables au débat politique et de la solidarité élémentaire dans les luttes anticapitalistes, a un enjeu politique précis : battre Giscard et, au-delà, discuter et préciser le socialisme que nous voulons, pour notre pays. Car il existe bien le sentiment que si on les écoutait, si on continuait à les suivre, Giscard ne pourrait être battu en 1981, tandis que la perspective du socialisme deviendrait de plus en plus lointaine et floue. Ce sont là deux questions considérables qui sont soulevées et susceptibles, si elles sont largement reprises et traitées, de renouveler des conceptions politiques devenues depuis des années traditionnelles à gauche : si la gauche unie n'a pas été capable de gagner les dernières élections, comment, désunie pourrait-elle espérer davantage évincer Giscard ? Que valent donc en définitive les capacités des appareils de gauche à mobiliser les électeurs s'ils en sont là, après sept ans de politique réactionnaire et cinq ans de crise, de chômage, d'inflation ? Pour battre Giscard ne faut-il pas reconsidérer complètement les choses ? N'y a-t-il pas à déterminer les initiatives neuves, en prise avec la réalité, en mesure de mettre à jour et de mobiliser les énergies latentes accumulées contre un régime ainsi réactionnaire ? Par exemple, quand les libertés démocratiques sont en butte à de telles attaques, systématiques, quand tant de syndicalistes sont entraînés devant les tribunaux, n'y a-t-il pas, dans un pays comme le nôtre, les ressources pour un large mouvement de condamnation de ce régime au-delà des protestations isolées et des manifestations étroitement partisanses ? « *Tout faire pour battre Giscard* », la poursuite de cet objectif ne saurait se confondre avec le soutien électoral aux partis de gauche, déjà jugés perdants, il suppose, par-delà les appareils, des initiatives originales mettant en mouvement un refus vivant et multiforme de ce régime, dessinant une configuration nouvelle des forces d'opposition et de leurs angles d'attaque.

Cette exigence d'une mobilisation vivante contre le régime est étroitement liée à la définition d'un projet socialiste. Si le programme commun est devenu si vite, après la rupture, lettre morte, alors que beaucoup avaient pu y investir leurs espoirs, n'est-ce pas qu'il représentait seulement un compromis, résultat de tractations entre les partis signataires, mais restant très loin d'un projet partant des contradictions réelles de notre société, des aspirations qu'elles suscitent et définissant les moyens et le système des forces pour le réaliser.

Un enjeu important

Ainsi la bataille des présidentielles offre un moment privilégié pour transformer en positif la crise des institutions de gauche, à condition de s'associer pleinement aux militants de gauche (et d'extrême-gauche), aux syndicalistes, aux inorganisés qui se refusent à baisser les bras, refusent la logique sectaire des partis de gauche, pour tirer ensemble les leçons de 1978, pour s'unir, débloquent dès maintenant les luttes, trouver les moyens de battre Giscard et en arriver ainsi, à poser la question du socialisme dans notre pays. Notre Parti, comme l'indique l'Appel du Comité Central, est décidé et commence dès à présent à favoriser la constitution de ces lieux de débat, de réflexion et d'action, à y prendre une part active. Dès cette bataille des présidentielles, c'est possible de mettre en œuvre avec d'aussi larges couches que possible de militants de gauche une nouvelle pratique de la politique et de commencer, dans la lutte commune et à travers la confrontation politique, à tracer ensemble une nouvelle voie et des convergences pour l'avenir.

Gabriel FERREOL

Barre : « Yasamotokadératé »



La droite ne roule pas aussi bien que ça

Décidément, l'homme qui depuis plus de quatre ans s'incruste dans le fauteuil de l'Hôtel Matignon a le sens des formules. On connaissait ses euphémismes tel que le fameux « *il sera difficile de maintenir l'inflation en-dessous de 10 % en 1980* » du 6 mars dernier, ou encore « *le pouvoir d'achat a trop augmenté en 1980* », prononcé le 4 décembre après que l'on eut appris, définitivement cette fois, que le pouvoir d'achat des ouvriers avaient baissé de 0,18 % durant le premier semestre de cette année.

Monsieur Barre fait également dans un autre genre, celui de la provocation. On se souvient notamment de cette dénonciation des fonctionnaires, qualifiés de « *nantis* » par un homme qui, tout de même, empoche en un mois ce que des millions de français aimeraient bien gagner en un an. On se souvient aussi de cet appel aux chômeurs à créer leurs entreprises... Barre, cette fois-ci, a été plus loin encore : avec un humour d'une finesse égale au personnage, il vient de déclarer reprenant en cela une caricature du très réactionnaire Faizant « *au lieu de rouspéter, y-a-qu'à-bosser* ». Sans doute n'est-il guère besoin d'épiloguer sur cette formule : les quelques un million et demi de chômeurs déclarés, plus tous ceux qui cherchent un emploi, plus tous ceux qui subissent le chômage partiel apprécieront d'eux-mêmes. On peut cependant s'interroger sur les raisons qui poussent le premier ministre à faire preuve, aujourd'hui, de tant d'arrogance.

Exprimerait-il ainsi le « bon sens » de la « *France profonde* » ? Si monsieur Barre a cette ambition, il lui faut vite déchanter : si un sondage ne fait pas le printemps, on peut peut-être accorder foi aux quelques centaines réalisés depuis son accession à Matignon : tous lui donnent une « *cote d'impopularité* » impressionnante. S'agirait-il alors des divagations d'un brillant économiste plus soucieux de ses dossiers que de la forme de ses discours ?

Là encore, Barre a tort : dans tous les domaines, le bilan de ses quatre années est négatif. Ni bon sens, ni divagations, les propos du premier ministre sont ceux d'un homme imbu de lui-même qui pense pouvoir insulter allégrement les travailleurs français parce que assuré de la pérennité du régime qu'il défend. Et si, une fois encore, Barre se trompait ? On a coutume de dire, à juste titre, que ce n'est pas la droite qui a gagné en 1978, mais la gauche qui a perdu. Aujourd'hui, pour reprendre les fines plaisanteries en usage, c'est la droite dont « *la moto-a-des-ratés* ». Les échecs économiques, les inconsistances politiques, les scandales, le raidissement des gaullistes, le lancinant phénomène de ras-le-bol envers le pouvoir, autant de faits qui, en gonflant de semaines en semaines donnent à penser qu'il n'est plus impossible d'envisager, au moins, une défaite de Giscard. Et alors là, jour béni, on serait débarrassé de Monsieur Barre. Ça vaut la peine, non ?

N.D.

POLOGNE : L'ÉPREUVE DE FORCE CONTINUE

La Pologne vient de vivre des heures importantes, mardi, avec l'inauguration par plusieurs centaines de milliers de travailleurs du monument à la mémoire des martyrs de 1970. Cette volonté du peuple polonais de ne rien oublier est affirmée haut et fort par Solidarité et son leader Lech Walesa : certes, il convient d'être prudent pour éviter que la dramatique menace d'agresion qui pèse sur le pays ne se concrétise, mais cette prudence ne saurait en rien faire reculer les travailleurs dans leurs exigences légitimes. Face aux menaces — qui constituent en elles-mêmes une intoléra-

ble atteinte à l'indépendance de la Pologne, le ton du peuple est à la fermeté. Il n'en va pas de même pour les dirigeants des pays occidentaux : ceux-ci ont d'ores et déjà fait savoir que leurs repréailles à une éventuelle agression soviétique auraient un caractère «limité», et semble-t-il d'une assez grande inefficacité. Ce n'est pas non plus du côté du PCF, qui, tout en attaquant ouvertement les partis «eurocommunistes» quand ils évoquent une «rupture objective» avec Moscou en cas d'agression, mène une propagande dont le fil directeur est de justifier par avance l'injustifiable.



Après le sommet de Moscou et les menaces ouvertes d'intervention soviétique, on attendait avec le plus grand intérêt la réaction des responsables de Solidarité. Ne pas jeter de l'huile sur le feu, mais ne rien céder sur l'essentiel, telle est la ligne d'action que semble se fixer le syndicat dans la période qui vient, et qui est énoncée dans la déclaration rendue publique le 10 décembre, par la direction nationale du mouvement.

Une des premières préoccupations de Solidarité est de rejeter les accusations mesongères lancées par les Soviétiques et de plus en plus reprises par les autorités polonaises, comme quoi la vague de protestation qui secoue la Pologne conduirait au «chaos» et à «l'anarchie».

Dire que «la chute de l'économie polonaise résulte des grèves ouvrières», déclare Solidarité est non seulement faux, mais «démontre aussi que l'on essaie de dissimuler les vraies causes de la crise». «Ce ne sont pas les grèves qui ont conduit à la crise, mais la Pologne qui a été menée par l'Etat contre les intérêts des travailleurs, la volonté des masses et les intérêts du POUP», affirme la direction du mouvement, ajoutant que les grèves ont, au contraire, «créé des conditions favorables à la sortie de la crise et au processus de renouveau».

Responsabilité

Dans le même temps, affirmant son souci de pondération, Solidarité rappelle qu'il a décidé de s'abstenir de présenter de nouvelles revendications salariales tant qu'il n'aurait pas formulé un programme cohérent et réaliste en la matière.

«Cette attitude est motivée par la nécessité de permettre la stabilisation de l'économie», écrit le syndicat, en ajoutant que «L'autre partie» doit de son côté, définir les moyens de cette stabilisation, respecter les engagements pris et ne pas prendre de décision socio-économique sans consultation préalable.

«Le maintien de notre attitude actuelle dépend donc de la politique des autorités». Le jeudi 11 décembre, dans une interview accordée à une chaîne de télévision américaine, Lech Walesa précisait qu'il n'y aurait pas de

grèves prochainement en Pologne, à moins que son syndicat ne soit menacé.

Mais pas de retour en arrière

C'est que, pour les responsables du mouvement, les concessions et la modération s'arrêtent très exactement là où commence la remise en cause des acquis.

Pas question que l'on touche au syndicat et à ses militants. Quelle que soit leur obédience politique ; pas question que l'on revienne sur les droits acquis, notamment le droit de grève, pas question de tolérer un quelconque processus répressif qui réduirait à zéro les quelques libertés obtenues.

«Oui à la responsabilité, mais non au retour en arrière», voilà condensée en une déclaration la ligne de conduite de Solidarité face aux pressions dont il est l'objet.

Cette fermeté, Solidarité entend l'opposer à la campagne

lancée par Kania contre «les éléments anti-socialistes». Lorsque les autorités polonaises exigent par exemple que le syndicat rompe ses liens avec les militants politiques, et notamment le KOR, la direction du mouvement répond : «Notre patrie a besoin de la coopération de tous les Polonais, et nous nous opposerons à toutes les tentatives de remplacer la discussion qui sert à cette coopération par des propos outrageants et surtout par la répression». Et le lendemain, «nous luttons pour le droit du peuple à s'exprimer. Nous ne reviendrons jamais en arrière».

Mettant en application ces résolutions, Solidarité a décidé d'appeler le même jour à la création d'un «Comité de défense des prisonniers d'opinion» et organise activement la journée de commémoration aux victimes de la répression de 1970, tout en faisant en sorte pour que les manifestations prévues se déroulent dans le calme.

L'épreuve de force continue

Après ces mises au point, la balle est dans le camp de l'équipe Kania. Les autorités polonaises, sous la pression des Russes iront-elles plus loin dans leur tentative de mise au pas de l'opposition ? Vont-elles, — sous couvert de mener la lutte contre les «éléments contre-révolutionnaires» —, multiplier les arrestations ou les actes de répression contre les milieux trop ouvertement contestataires ? Il semble bien que, si elles suivent ce chemin, elles s'exposeront à une ferme riposte du peuple polonais et des instruments de lutte qu'il s'est donné.

L'épreuve de force continue donc, mais désormais, sous la menace directe des chars soviétiques, l'URSS ayant déjà clairement indiqué les limites qu'elle ne saurait accepter de voir franchir.

**La menace d'intervention est déjà
une agression!**

**NE TOUCHEZ PAS AU
PEUPLE POLONAIS!**

- Les ouvriers polonais ont obtenu de haute lutte de constituer leurs propres syndicats, indépendants du pouvoir.

- Le peuple polonais s'oppose à un régime qui n'a de socialiste que le nom.

- L'URSS et les autres pays du bloc soviétique, parce qu'ils craignent que leurs peuples ne suivent l'exemple polonais, menacent : « Normalisation, sinon intervention comme à Prague en 68 ».

- Leurs troupes sont massées, en état d'alerte, aux frontières de la Pologne. Alors que 30 000 soldats soviétiques stationnent en permanence dans le pays.

**Le peuple polonais doit décider
seul de son destin
sans pressions d'aucune sorte!**

N'attendons pas que l'agression ait lieu!

Solidarité avec la lutte du peuple polonais!

**Formons dès à présent
des comités de vigilance!**

Parti Communiste Révolutionnaire

Les menaces soviétiques sur la Pologne

MARCHAIS PREPARE LE TERRAIN

Les menaces, bien réelles, d'intervention militaire qui pèsent sur le peuple polonais amènent une fois encore les PC d'Europe occidentale à se déterminer. Le PCI et le PCE ont sans équivoque fait savoir leur hostilité à toute intervention, allant même jusqu'à évoquer la possibilité d'une «rupture objective» avec le PCUS. Le PCF, lui, a choisi la voie contraire : près d'un an après son approbation de l'invasion de l'Afghanistan, il développe aujourd'hui une propagande visant par avance à «expliquer», voire à justifier, une intervention soviétique.

Par Nicolas DUVALLOIS

QUAND des troupes se concentrent aux frontières — comme en décembre 1979 du côté de l'Afghanistan —, quand les régions frontalières sont périodiquement interdites aux observateurs étrangers, quand les hauts-dignitaires du Pacte de Varsovie se réunissent brusquement à Moscou — comme ils l'avaient fait à Bratislava le 3 août 1968 —, quand une campagne de presse se développe dans la quasi totalité des journaux de l'Est pour dénoncer les «éléments anti-socialistes», quand la Pravda alimente sa rubrique «histoire» d'articles justifiant l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, quand sont mises en avant les «forces saines» susceptibles d'en appeler à «l'aide extérieure», on a là toute une série de faits qui donnent à penser qu'une intervention militaire des Soviétiques est envisagée contre la Pologne. Ces faits, qui plus est, confortent l'analyse : la situation polonaise est devenue intolérable aux yeux des tenants de l'ordre établi, et l'URSS n'hésitera pas à envoyer ses chars si le parti polonais ne parvient pas lui-même à endiguer la vague populaire qui déferle sur le pays.

«Intox»

«Provocations», s'écrient les Soviétiques devant la mise à nu de cette réalité, tout en se gardant bien d'ailleurs d'affirmer solennellement et publiquement qu'ils n'interviendront pas militairement. «Intox», «mensonges», «manipulations», lui fait écho la direction du PCF en assénant par la plume de René Andrieu, la «preuve» suprême : «Les démentis catégoriques des Soviétiques sont tenus pour nul et non-avenus». Il est vrai qu'en juillet 1968, ces mêmes soviétiques avaient «démenti» les informations faisant état d'une mobilisation du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie, et

qu'en janvier dernier ils «démentaient» vouloir s'installer en Afghanistan...

Et la raison d'une telle campagne d'«intox»? Là aussi, même s'il s'agit du PCF.

«Sous couvert de la problématique polonaise et d'un prétendu danger soviétique, les USA entendent implanter des fusées en Europe pour accroître la tension» disent les Russes.

«Une telle campagne favorise les plans de tous ceux qui veulent à nouveau relancer la dangereuse et ruineuse course aux armements, tenter de torpiller la détente internationale et aligner davantage les pays occidentaux sur Washington» disait Georges Marchais samedi.

PCF contre PCE et PCI

Danger soviétique? Risque d'intervention? Pressions inacceptables? Situation préoccupante pour le peuple polonais?

«Information mensongère» nous dit la direction du PCF.

Mais les partis italiens et espagnols auraient-ils d'autres

informations, pour réagir comme ils le font aux menaces soviétiques? Car Marchais tourne aujourd'hui encore une fois complètement le dos à la position des partis avec lesquels, jadis, il évoquait «le très grand nombre de points communs».

Manuel Azcarate, responsable aux affaires internationales du PC Espagnol, déclarait jeudi dernier qu'il considérait «presque inimaginable que l'Union Soviétique prenne le risque de compromettre les chances du socialisme et de la paix par une intervention». Mais il ajoutait aussitôt que «si elle prend ce risque, elle doit savoir que nous la condamnerons avec encore plus de détermination que nous l'avons fait lors d'événements précédents. Ce sera pour nous intolérable, et nous ne le supporterons pas». La veille, à l'issue d'une rencontre avec un émissaire soviétique venu officiellement assister au Congrès du PC de Saint-Marin (I), la direction du PCI ne tenait pas un autre langage en exprimant «la préoccupation des communistes italiens à propos de la situation en Pologne, et en soulignant «les graves dangers que représentent les ingérences étrangères en Pologne et les conséquences très graves qu'aurait une intervention militaire dans ce pays».

Les dirigeants des partis «eurocommunistes» sont d'ailleurs plus précis encore, puisqu'ils évoquent dans plusieurs interviews la possibilité d'une «rupture objective»: «Il y a eu la Hongrie, puis notre condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, puis nos critiques sur le Vietnam et enfin notre prise de position sur l'Afghanistan. Maintenant, les Soviétiques savent très bien qu'une nouvelle intervention serait encore plus grave. Ils savent ce qu'ils doivent désormais at-

tendre de nous. Cette fois-ci, il n'y aurait plus, ici, de perplexité dit-on au PCI.

La position des partis eurocommunistes, si elle a sans doute pour objet principal de tenter «d'éviter l'irréparable», selon le mot d'Azcarate, contient une autre critique: la menace qui pèse aujourd'hui sur le peuple polonais, qu'elle soit ou non mise en application, constitue en elle-même une atteinte inacceptable et donc condamnable à l'indépendance de la Pologne. Le PCI l'a dit explicitement. Marchais, lui, qui se complait tant à dénoncer les «blocs» reste coi. Pire, il part maintenant en guerre contre les eurocommunistes, avec des propos bien proches de ceux de Moscou. «En agissant comme ils le font, nos camarades italiens ne prennent pas en compte les véritables intérêts de la Pologne», disait-il samedi dernier sur RTL. Zagladine, spécialiste des partis d'Europe au PCUS, ne disait pas autre chose en déplorant le «mauvais service» rendu à la Pologne par «les forces travaillant à la rupture entre PCI et PCUS».

Justifier par avance

Ce point commun avec Moscou est loin d'être le seul. Depuis des semaines, le leitmotiv de l'URSS est la dénonciation des «agissements anti-socialistes» en Pologne, justifiant ainsi par avance une éventuelle intervention. La presse du PCF, et singulièrement L'Humanité, apporte sa pierre à l'entreprise. Reprenant un mensonge de l'agence Tass, dénoncé comme tel par les Polonais, L'Humanité du 9 décembre allait jusqu'à écrire que «à Gdansk, on a

distribué des tracts d'un mouvement baptisé «villes libres» qui demande la formation d'une «entité prussienne» regroupant un certain nombre de villes de la côte. Ces groupes reçoivent le soutien des milieux de droite de la RFA». Bien entendu, L'Humanité n'a jamais démenti cette fausse information. Samedi dernier, le correspondant de L'Humanité à Varsovie développait une fois encore sur ceux «qui autour de Solidarité voudraient donner à la commémoration du 16 décembre un caractère politique qui prendrait inévitablement le tour d'une confrontation». Et de regretter «l'ambiguïté du dernier communiqué de Solidarité qui, tout en se prononçant pour un «front des gens pondérés» attaque quelques aspects importants de la politique du pouvoir». Cette volonté constante de mettre en avant les «germes d'anarchie» qui existaient en Pologne relève effectivement de l'intox.

Outre le fait qu'il permet de passer sous silence le fond du problème polonais, à savoir l'affrontement entre la classe ouvrière et le pouvoir, cette intox crée les conditions sinon d'une approbation, du moins d'une justification d'une éventuelle intervention soviétique.

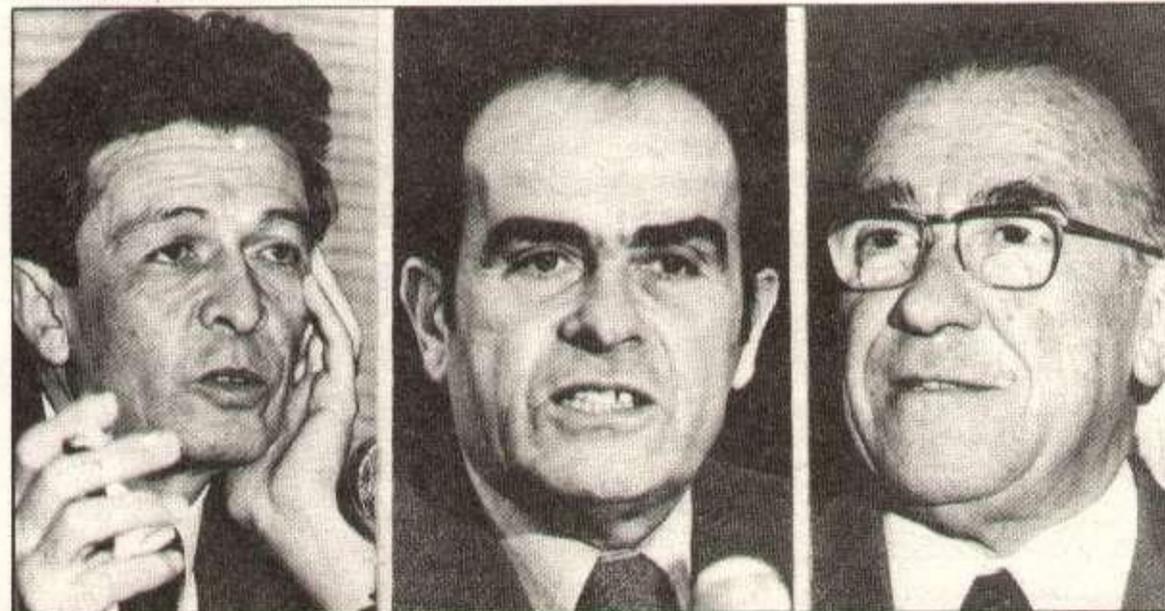
Préparer le terrain

Le PCF dispose certes, sur la «question polonaise», d'une «position de principe», affirmée dès le mois de septembre et répétée — comme pour se prémunir au cas où... — par L'Humanité: «Il revient au peuple polonais à son gouvernement, au parti unifié polonais et à eux seuls de mener à bien les réformes annoncées qui vont permettre, nous en sommes persuadés, de surmonter les difficultés et de contribuer au renforcement de la Pologne socialiste», disait Marchais à la fête de L'Humanité. Mais si l'on met bout à bout les éléments relevés dans la dernière période, on constate une réalité bien différente.

La direction du PCF nie farouchement les menaces qui pèsent sur le peuple polonais, alors même que celles-ci, qu'il y ait intervention ou pas, constituent déjà une intolérable atteinte à l'indépendance de ce pays.

Le PCF «regrettera» peut-être une intervention militaire si elle se produit, mais en tout cas il en aura fourni par avance toutes les justifications: présence d'éléments anti-socialistes, remise en cause de la «détente» par les seuls occidentaux, etc...

La direction du PCF, continue donc dans la droite ligne de son acquiescement aux positions internationales de l'URSS, comme pour l'Afghanistan. Elle entend même se situer dorénavant sur le terrain de Moscou pour attaquer les partis se réclamant de l'eurocommunisme. Une triste confirmation, et, à tout le moins, une triste constatation pour tous ceux qui, dans le PCF, suivent avec intérêt la lutte du peuple polonais pour sa liberté.



Face au peuple polonais, des regards différents.

Les décisions du Conseil de l'OTAN PAS DE QUOI INQUIETER L'URSS

Les menaces d'intervention des Soviétiques en Pologne ont suscité une série de réactions des pays occidentaux. Des pays européens individuellement, la communauté européenne, les USA ont ainsi pris position.

Enfin, les 11 et 12 décembre, se tenait à Bruxelles la session du Conseil de l'OTAN, qui réunit les ministres des Affaires Etrangères de l'Alliance Atlantique. Cette réunion s'ouvrait sur des propositions américaines, que les USA souhaitaient faire adopter par leurs alliés. Elle se clôt sur des décisions certes plus précises que celles qui ont marqué l'intervention soviétique en Afghanistan, mais qui demeurent suffisamment prudentes pour ne pas vraiment inquiéter les Soviétiques.

La réunion du Conseil Atlantique devrait donc examiner les mesures de dissuasion et surtout les sanctions à prendre en cas d'intervention soviétique en Pologne.

On savait déjà qu'il ne pouvait s'agir de mesures militaires puisque quelques jours auparavant la réunion des ministères de la Défense des pays membres de l'OTAN avait déjà fait savoir qu'il était exclu que cette dernière «réagisse militairement à une intervention soviétique».

Restait donc les sanctions de natures politiques, diplomatique ou économique.

On parlait dans les milieux de l'OTAN et notamment aux USA de représailles importantes sur le plan commercial et d'une réduction draconienne de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest grâce à laquelle l'URSS peut acquérir la technologie occidentale. La possibilité d'un embargo visant l'URSS au

cas où celle-ci oserait envahir la Pologne avait même été évoquée. Ce qui n'aurait pas été sans conséquences pour l'URSS dont plus du quart de l'investissement productif neuf en machines et en équipement industriel est constitué de produits importés, en bonne partie d'occident.

Il semble cependant que les USA, dans le souci d'obtenir une position commune des pays de l'OTAN, n'aient pas voulu proposer à leurs alliés des sanctions de ce type.

La liste des mesures avancées par les Américains à l'ouverture de la conférence privilégiait plutôt les ripostes de nature diplomatique : suspension de toutes les négociations Est-Ouest en cours, suspension de tout contact politique de haut niveau, arrêt des échanges culturels...

Seules figuraient parmi les sanctions plus concrètes la suppression du statut préférentiel

accordé à l'Allemagne de l'Ouest par la communauté européenne et la renonciation au projet de gazoduc qui doit transporter quarante milliards de mètres cubes de gaz soviétique par an à destination de l'Europe Occidentale.

Cependant, même ainsi formulées, les propositions américaines n'ont pas reçu l'aval des pays européens.

Certains d'entre eux se sont en effet montrés très soucieux de ne pas «provoquer» l'URSS par des décisions trop brutales. D'autres, tels que la France, ont fait valoir qu'il ne fallait pas «dramatiser» et prendre trop au sérieux la menace soviétique. «Parmi les scénarios possibles figure à la première place celui que nous considérons comme le plus normal, à savoir que les choses se déroulent sans drame en Pologne», a notamment déclaré François-Poncet.

Au bout du compte, la majorité des pays est tombée d'accord pour ne rendre publique aucune mesure concrète. Quant aux décisions prises, elles sont sensiblement en retrait sur les propositions initiales : le gazoduc pourra être construit, mais on rappellerait les ambassadeurs...

Pas de quoi inquiéter véritablement les Soviétiques.

Signalons enfin, pour illustrer la «fermeté» des pays occidentaux, qu'au moment même où se tenait la session du Conseil Atlantique, se réunissait la «grande commission» de coopération franco-soviétique. On y a décidé de pousser plus avant les relations entre les deux pays, et on y a annoncé un des plus grands accords jamais passé : celui par lequel Rhône-Poulenc livrera quelque quarante milliards de francs de matériel à l'URSS.

Les Soviétiques, à l'issue du Conseil, ne se sont guère trompés sur les véritables intentions des pays occidentaux et notamment européens.

L'agence Tass, relatant la session du Conseil, a relevé avec une satisfaction non dissimulée que M. Colombo, ministre italien des Affaires Etrangères se prononçait pour le maintien du statu quo en Europe, que son collègue belge M. Nothomb voudrait instaurer avec l'URSS des «rapports de véritable coopération, pas de confrontation», que la France avait joué un rôle modérateur.

Les réactions occidentales montrent donc, s'il en était besoin, que ce n'est pas de ce côté que le peuple polonais peut obtenir un soutien contre les menaces soviétiques.

Gilles DACROIX

MOBILISATION POPULAIRE EN IRLANDE AUTOUR DES GREVISTES DE LA FAIM



A Paris, manifestation de soutien aux grévistes de la faim irlandais le 6 décembre

La tension ne cesse de croître en Irlande du Nord alors que plusieurs des grévistes de la faim sont maintenant dans un état semi-comateux proche de la mort. C'est notamment le cas de Sean Mac Kenna, 26 ans, dont on ne peut dire s'il terminera vivant son deuxième mois sans alimentation, dans quelques jours. L'aggravation de l'état de santé des prisonniers grévistes de la faim est suivi par toute une population qui manifeste de plus en plus ouvertement son hostilité à la présence militaire britannique et à la politique de Thatcher.

Durant le week-end dernier, des manifestations ont eu lieu dans divers endroits de l'Irlande du Nord. A Armagh, près de 3 000 femmes ont marché sur la prison de la ville, où trois prisonnières mènent elles aussi la grève de la faim, depuis trois semaines. La police, comme d'habitude, a fait usage des

balles en caoutchouc, tandis que les jeunes manifestantes ripostaient à coup de pavés. A Londonderry, chaque nuit est depuis une semaine le théâtre d'affrontements d'une très grande violence. Pour l'instant, c'est la police qui a reçu la charge de s'opposer aux manifestants ; 8 000 policiers irlandais viennent d'ailleurs de voir leurs permissions supprimées jusqu'à nouvel ordre. Cette décision donne la mesure de l'inquiétude des autorités : la mort d'un des grévistes de la faim donnerait immanquablement le départ à une révolte populaire dont certains disent qu'elle pourrait «être la plus violente que l'Irlande ait connue depuis des années». Les Anglais le savent bien, eux qui refusent toute négociation et arment leurs troupes : aux 11 000 soldats britanniques stationnés en Irlande vient maintenant s'ajouter un nouveau bataillon d'élite mis récemment en état d'alerte.

Gdansk 1970-1980

Gdansk, Pologne, décembre 1970. Depuis plusieurs jours les ouvriers sont révoltés contre les hausses du prix de la viande, contre la pénurie alimentaire, la répression et leurs conditions de vie. Ils sont face à la Milice et à la troupe, devant les chantiers navals Lénine. Sur ordre du pouvoir, l'armée tire. Des ouvriers morts, par dizaine, d'autres blessés, par centaines.

Gdansk, 16 décembre 1980. Lech Walesa, leader de Solidarité, organisation indépendante de la classe ouvrière polonaise, s'avance devant le monument dédié aux martyrs, trois grandes croix symbolisant les révoltes de 1970, 1976 et 1980. Il allume la flamme du souvenir, qui jaillira perpétuellement. Autour de lui, des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs polonais se recueillent. Des ministres et des dirigeants du parti sont là également : leur absence aurait été perçue comme une provocation par le peuple polonais.

Deux images, deux dates, destinées à l'Histoire. La classe dirigeante n'a pas renoncé à perpétuer l'ordre établi, ni même à reprendre les prérogatives qui lui ont été arrachées. La Pologne vit sous la menace constante de voir son indépendance bafouée. Mais à l'instar du monument de Gdansk, jalon de sa lutte courageuse et de ses victoires, le peuple polonais est debout.

La prise de N'Djamena

NOUVEAU TOURNANT D'UNE GUERRE QUI DURE DEPUIS DOUZE ANS

La prise de N'Djamena par les troupes de Goukouni et la fuite de Hissen Habre marquent un nouveau tournant dans l'histoire tourmentée du Tchad. Il y a quelques jours encore, alors que la présence de soldats libyens auprès de Goukouni était avérée, le gouvernement menaçait assez directement d'intervenir. Cette intervention, déjà difficile puisque ne pouvant s'appuyer sur aucune légitimité, devient encore moins possible aujourd'hui. Rien ne permet de dire cependant, bien au contraire, que la victoire de Goukouni met fin aux affrontements armés que connaît le Tchad depuis 1968.

Par Grégoire CARRAT

C'EST un nouvel épisode d'une guerre qui dure depuis 1968. Originellement elle fut déclenchée par le FROLINAT pour arracher le pays à l'emprise de la France et en particulier de la COTONFRAN, qui était un véritable état dans l'Etat. Malgré l'intervention des troupes françaises, il apparut rapidement que l'unité du FROLINAT était très fragile, tout autant que l'unité du pays disparait au sein duquel il développait son combat.

Plusieurs tendances hostiles apparurent surtout dès les années 72-73, il se révéla que la rébellion sur le terrain était la juxtaposition de rébellions plus ou moins locales sans liens entre elles, et dont le seul dénominateur commun était l'opposition au gouvernement central, qui paraissait avoir une solide implantation à N'Djamena la capitale et dans le Sud.

Les protagonistes

Les forces en présence ont établi leurs positions entre 1975, date du renversement de Tombalbaye par un coup d'Etat militaire et août 1979 date de l'accord de Lagos. En 1975, l'équipe de Malloum offrit la réconciliation nationale, obtint le

retrait des forces françaises, essaya donc de réussir là où sept années de combat avaient échoué. Rien n'y fit, et il dut en août 1978 confier le poste de premier ministre à Hissen Habre, chef d'une des plus importantes forces de guérilla. En février 1979, les combats reprenaient et Malloum est évincé en mars. Les différentes factions de la rébellion, notamment, les forces armées du Nord de Habre et les Forces armées Populaires de Goukouni sont sur le point de se partager le territoire.

Cependant le commandant de la gendarmerie de Malloum, le lieutenant colonel Kamougué, avait pu mettre ses forces en sûreté et constituer les Forces armées tchadiennes afin de briguer lui aussi sa part. A ces trois principaux, s'ajoute un quatrième dirigé par le ministre des affaires étrangères Acyl Ahmat, très proche de la Libye, et une floraison d'autres groupes plus ou moins importants.

Accord de Lagos : échec de Habre

C'est au total onze groupes qui avaient signé les accords de Lagos d'août 1979. Ceux-ci prévoyait l'arrêt de toute ingérence étrangère, la démilitarisation de N'Djamena dans un rayon de



Le 1^{er} septembre 1978, le général Félix Malloum présentait Hissen Habre alors premier ministre avec son gouvernement.

cent kilomètres la mise sur pied d'un gouvernement provisoire, l'unification des forces armées. Goukouni fut désigné comme président, Kamougué vice-président d'un gouvernement de 22 membres soigneusement équilibré : 10 pour le Sud, 12 pour le Nord. Hissen Habre était perdant il relançait les combats dès mars-avril 1980 dans la capitale. Les accords de Lagos étaient chiffons de papier. En avril la force interafricaine destinée à veiller à l'application de l'accord était évacuée.

Depuis cette date, on assiste donc à un conflit opposant Hissen Habre qui bénéficie d'une aide égyptienne et soudanaise et comme le disent ses adversaires d'un appui de la France, au reste des forces armées, puissamment soutenue par le contingent libyen.

La présence libyenne

L'intervention libyenne dans le conflit du Tchad remonte à la révolution de 1969 : les respon-

sables de la guérilla trouvaient refuge en Libye en contre partie de quoi les responsables libyens tâchaient d'obtenir d'eux sinon allégeance du moins obéissance. Ce qui ne contribua pas peu aux conflits internes du mouvement, le gouvernement libyen suscitant des adversaires à qui lui résistait. En 1973, la Libye annexait la bande d'Aouzou 114 000 kilomètres carrés le long de sa frontière, région considérée comme recelant divers minerais dont de l'uranium. En 1976-1978, le gouvernement libyen prit une part active à la guerre civile après le retrait des troupes françaises. Il approvisionnait les forces de Goukouni, des commissions mixtes politique et militaires étaient instituées et des soldats libyens participaient à la sécurité des principaux acquis du FROLINAT, en particulier 600 hommes étaient engagés à Faya Largeau.

En dehors de ses «clients», le gouvernement libyen a eu des rapports très heurtés avec tous les responsables tchadiens. En témoigne l'épisode qui a marqué les débuts de la négociation de Lagos, où les Nigériens en accord avec les Libyens s'apprê-

taient à arrêter Goukouni et Habre afin d'installer une équipe de leur choix qui leur assurât une emprise reconnue sur le pays. Les mouvements firent alors front commun et la tentative échoua !

L'intervention actuelle fait suite à la demande officielle du président en titre. Avec l'entrée des blindés libyens à N'Djamena ce sont les deux principaux articles de l'accord de Lagos dont la Libye est garante qui sont violés.

Difficultés pour une intervention française

Le gouvernement français fait état de cette violation délibérée pour justifier ses menaces. Depuis 1978 un contingent français était revenu à N'Djamena et devait être retiré aux termes de l'accord de Lagos qui fut réalisé au début 1980, par un déplacement vers la République Centrafricaine.

Par ailleurs, les motifs d'une intervention paraissent minces : ils n'auraient aucune base légale. Un appel des pays africains n'aurait que peu de valeur hors du cadre de l'OUA. La seule motivation pourrait être de spéculer sur l'image infernale de Khadafi auquel sont reprochés tous les mouvements de contestation africains. Sa seule fonction serait de rassurer des clients africains peureux. Le danger en serait de risquer de se trouver confronté à des troupes libyennes.

Après la chute de N'Djamena le jeu pourrait bien ne plus valoir la chandelle. Reste que Giscard a rappelé sa capacité d'intervention en Afrique.

Les forces d'intervention françaises

Les moyens d'une intervention se répartissent :

- à proximité du Tchad : l'unité de Bangui en République centrafricaine, mais surtout la base de Libreville au Gabon où ont été récemment envoyés quatre Jaguars avec leurs ravitailleurs en vol, auxquelles s'ajoutent les bases de Dakar et d'Abidjan ;
- à distance : les bases de Djibouti, de Mayote et de la Réunion ;
- en métropole, la onzième division parachutiste, la plus importante composante de l'armée de terre, chargée des missions outre-mer, qui fit notamment l'opération de Kolwezi.

VERS UN REDEMARRAGE DE L'USINE DUFOUR

Par Gérard PRIVAT

L'un des conflits marquants de la période est en passe de se terminer. Dufour, cette usine de Montreuil, première productrice de fraiseuses à consoles de France est occupée depuis maintenant près de cinq mois.

C'est le 15 juillet que le bilan est déposé. Quelques jours après, le tribunal de commerce annonçait la cessation d'activité et le licenciement de l'ensemble du personnel.

Cette lutte a pris une incontestable dimension nationale. Elle présente au demeurant un certain nombre d'aspects spécifiques dont le moindre n'est pas l'existence (inhabituelle dans ce département) d'une section syndicale CFDT majoritaire dans l'entreprise.

Un vote organisé le 12 décembre a massivement indiqué la volonté des travailleurs de Dufour de voir un rapide redémarrage de l'entreprise.

D EPUIS un certain temps déjà, le secteur de la machine-outil ne va pas très bien. Le vieux Dufour ne s'en est pas sorti. Pourtant, cette usine est le premier fabricant de fraiseuse à consoles de France. Il a même été mis au point dans les ateliers de l'usine de Montreuil en Seine-St-Denis, une fraiseuse très perfectionnée, la T 7000, fonctionnant par un système à ordinateur entraînant une automatisation totale de toutes les opérations. Cette nouvelle machine très compétitive aurait dû assurer en principe une relance positive de l'entreprise. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé.

Déjà aux mois de mai et juin 1980, des retards sont enregistrés dans la paie du personnel. Pour dissimuler l'état d'avancée des difficultés, la direction invoque des pannes d'ordinateur. Pourtant, des chèques sont refusés à l'encaissement. Début juillet, cela s'aggrave : la paie n'est pas assurée. Les choses vont alors aller très vite : nomination d'un administrateur judiciaire par le tribunal de commerce, dépôt de bilan, cessation d'activité et annonce du licenciement de l'ensemble du personnel, c'est-à-dire 680 personnes dont 480 ouvriers. Tout cela n'aura demandé au total guère plus de deux semaines. Bien sûr, la réaction n'a pas

trainé. Dès le 8 juillet, un débrayage d'une heure était décidé. Dans la foulée, les initiatives se multipliaient : manifestations, démarches diverses, portes ouvertes, popularisation, galas de soutien, ... Et surtout, dès le 31 juillet, décision était prise d'occuper l'usine jour et nuit. Des cinq points de la plate-forme adoptée ce jour-là par l'intersyndicale, deux se détachaient nettement : sauvegarde de tous les emplois, conservation et développement du potentiel industriel.

Chaque jour à 10 H, une assemblée générale se tenait dans l'usine. Cependant, les militants convenaient couramment que les difficultés de l'occupation étaient souvent mal surmontées. Beaucoup de ceux qui sont allés apporter leur soutien à Montreuil ont dit leur étonnement du nombre souvent restreint d'occupants. Cela dit, il y a toujours du monde aux A.G. et le soutien ne s'est pas démenti autour des Dufour. Ainsi, par l'occupation de l'entreprise, les travailleurs sont parvenus à empêcher les funestes projets qui semblaient s'élaborer dans leur dos, ont pu empêcher le départ de Montreuil des stocks et des documents, rendant ainsi possible une solution pour un redémarrage de l'usine.

Spécificité syndicale

Paradoxe apparent, dans une usine située en plein cœur de ce que l'on appelle encore la « banlieue rouge », dans un département où la CGT reste très puissante, c'est la CFDT qui est majoritaire dans l'entreprise. Certains expliquent ce fait par la forte proportion de travailleurs immigrés employés chez Dufour. En effet, les deux tiers des 480 ouvriers sont des immigrés. Si cette donnée est évidemment à prendre sérieusement en compte — la CFDT ayant souvent su, d'une manière générale, se saisir plus pleinement et plus rapidement des aspirations des travailleurs immigrés — il existe sans doute d'autres raisons pour expliquer ce phénomène. Quoi qu'il en soit, avec 55 % des voix dans le premier collège aux élections professionnelles, la section CFDT de chez Dufour a incontestablement conquis une première place.

On aurait pu s'attendre, étant donné le contexte tant général que particulier à Dufour, à de très sérieuses difficultés à propos des rapports entre CGT et CFDT. C'est sûr, les choses ne sont pas toujours allées d'elles-mêmes. Certains militants cégétistes gardent encore un souvenir amer de la journée « portes ouvertes » organisée unilatéralement par la CGT avec la venue de Georges Séguy. A l'inverse, des militants cégétistes ont nourri quelque ressentiment de voir repoussée leur offre — faite un peu tardivement il est vrai — d'organiser conjointement le gala de soutien des 26 et 27 novembre. Cependant, l'un dans l'autre et chacun y mettant du sien, on était parvenu à s'entendre au moins sur une ligne de conduite commune. Un front commun

avait même réussi à se constituer dans les négociations avec la société Profel, le repreneur maintenant confirmé.

Dissensions

Que s'est-il passé dans le cours des négociations ? Difficile à dire. Toujours est-il que les rapports se sont brusquement tendus dans la semaine du 8 au 15 décembre. Jugeant les négociations sérieusement avancées et susceptibles de déboucher sur la conclusion relativement rapide d'un accord de redémarrage, la section CFDT prenait l'initiative de proposer à la CGT d'organiser par le moyen d'un vote, la consultation des travailleurs. Pour des raisons non encore clairement connues, la CGT refusait, arguant d'un « complot » en préparation pour faire accepter un « accord au rabais ». On comprend mal l'argument quand on sait que premièrement tout le monde semblait d'accord pour juger positifs les acquis imposés à Profel (redémarrage avec garantie de 450 emplois minimum sur un an, treizième mois, reprise de l'ancien contrat de travail, conservation des primes, 3,5 % d'augmentation des salaires, bleus de travail et chaussures de sécurité, restaurant d'entreprise et ticket repas...), deuxièmement il n'était pas question de signer d'accord tant que des garanties n'auraient pas été obtenues pour la réembauche des militants et des travailleurs ayant occupé l'usine, point auquel tient particulièrement la CGT.

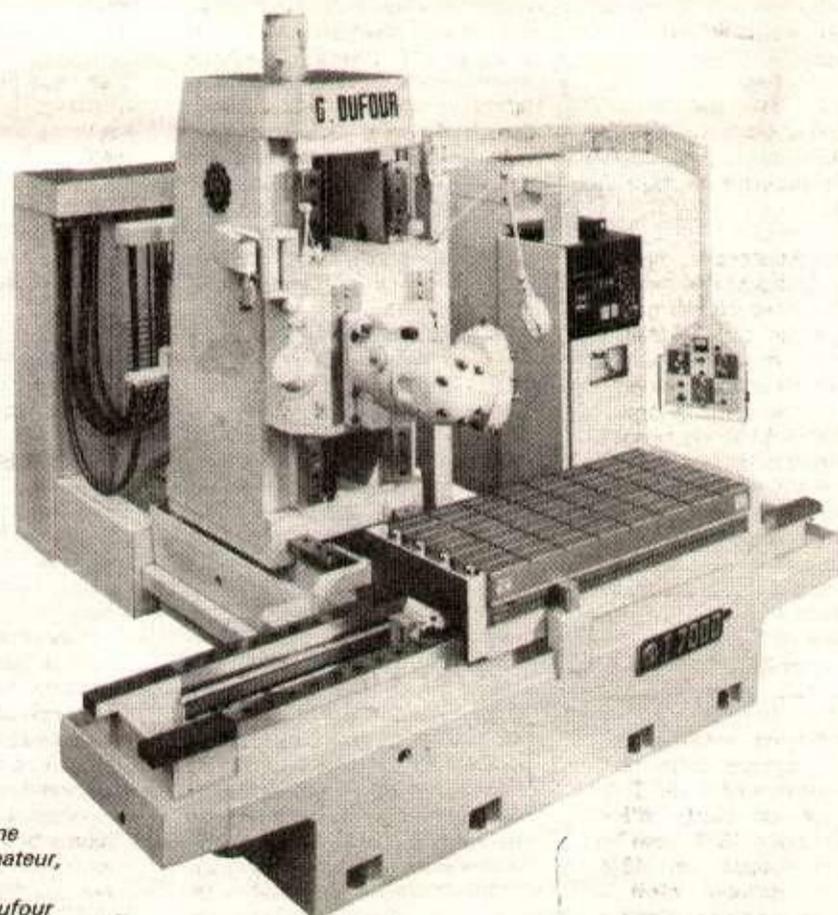
Pas de reprise sans garanties sérieuses

Le résultat du vote organisé vendredi 12 décembre a été net

et sans appel : sur les 369 membres du personnel qui sont venus voter, 320 se sont prononcés pour l'acceptation de la convention sociale et par conséquent pour le redémarrage rapide de l'usine, 29 ont voté contre. Dans l'urne, on a quand même trouvé 17 bulletins édités par la CGT que des militants venus de plusieurs entreprises du département distribuaient à tous les votants à l'entrée de l'usine.

« Il n'y a aucune garantie de réembauche prioritaire des militants et des travailleurs les plus actifs dans cette lutte, ceux qui ont occupé jour et nuit l'usine. C'est très dangereux car Profel peut très bien, si le noyau le plus conscient n'est pas dans l'usine, se livrer à toutes sortes de manœuvres une fois le travail repris » disent les militants cégétistes. *« Nous sommes parfaitement conscients du risque, répondent les cégétistes. Il n'est pas question de laisser les choses en l'état de ce point de vue. De toutes façons, rien ne sera signé tant que nous n'aurons pas les garanties nécessaires. Cela dit, le vote ne préjugeait pas de la signature de l'accord et nous ne parvenons pas à comprendre que la CGT n'ait pas voulu l'organiser avec nous. On aurait dit qu'elle ne voulait pas que les travailleurs s'expriment, qu'elle n'avait pas senti le volonte massive des travailleurs de voir ce vote se faire. On comprend d'autant moins que ce n'est pas dans les habitudes de la CGT. »*

Il reste que l'occupation n'était pas levée après le vote de vendredi 12. Forts du soutien massif des travailleurs, les cégétistes se déclaraient prêts à poursuivre les négociations pour obtenir les garanties nécessaires, condition mise pour le redémarrage de l'usine après ces cinq mois d'une lutte instructive à bien des égards.



La T 7000, fraiseuse ultra-moderne commandée par ordinateur, a été mise au point dans les ateliers de Dufour

Cinq délégués (quatre CGT et un CFDT) traduits en justice pour «séquestration de leur patron», chez Pennel et Flipo, à Wattrelos, des délégués et militants CFDT et CGT mis à pied et menacé à la Lainière de Roubaix, une procédure de licenciement engagée à la demande de la direction contre un délégué CGT du secteur aciérie d'Usinor Dunkerque, 18 élus CGT d'Usinor Denain mutés d'office dans des centres de formation, la répression syndicale va bon train dans le Nord. Les méthodes diffèrent quelque peu, mais le but des patrons est partout le même : se débarrasser des éléments actifs qui pourraient gêner les plans de restructuration et profiter de la division syndicale et politique très forte dans la région pour frapper.

USINOR DUNKERQUE : UN COUP MONTE, CONTRE UN DELEGUE COMBATIF

Aujourd'hui, à Usinor Dunkerque, avec la restructuration, la direction prépare de mauvais coups contre les travailleurs. Depuis 1978, 500 emplois ont déjà été supprimés alors que la production a augmenté de 20 %. Le chômage, les changements d'horaires, la réorganisation sont à l'ordre du jour. Mais le patron a un énorme atout : d'une part, il voit monter l'influence de FO au détriment de la CFDT et de la CGT, d'autre part les divisions entre CGT et CFDT n'ont jamais été aussi fortes qu'en ce moment pour que l'événement qui tienne le devant de la scène syndicale soit la prise du pouvoir dans le CE de la coalition CFDT-CGC-FO au détriment de la CGT qui voit ses deux

permanents licenciés. C'est sans doute la raison pour laquelle le patron a choisi ce moment pour se débarrasser de Frantz Flatischler, un délégué CGT particulièrement combatif et influent dans le secteur de l'aciérie où il a toujours milité activement d'abord en tant que CFDT (avant la dissolution de la CFDT de l'usine) puis à la CGT après son adhésion à ce syndicat. Jugeant le moment venu de se débarrasser de lui, la direction n'a pas hésité à aller chercher des faits remontant à un mois. Le 9 octobre 1980, jour de la venue de Giscard à Dunkerque, Frantz participe à des prises de parole et des distributions de tracts décidées par la CGT d'Usinor Dunkerque aux portes de l'en-

treprise pour appeler à la grève et à la manifestation en ville. Des accrochages se produisent entre travailleurs et cadres qui veulent foncer sur les grévistes. Le 3 décembre, Frantz apprend par une lettre qu'une procédure de licenciement est engagée contre lui pour — entre autre prétexte — : «obstruction à l'entrée dans l'usine». La direction aura mis trois semaines pour établir un dossier qui se base sur un rapport d'huissier bourré d'anomalies : par exemple, Frantz aurait été vu à plusieurs endroits différents en même temps. Le dossier paraît tellement suspect que même la CGC qui jusqu'ici a toujours été favorable dans le CE aux licenciements proposés, a préféré s'abstenir. Au CE, le

GRAVES ATTEINTES AUX LIBERTES SYNDICALES DANS LE NORD

De nos correspondants dans le Nord

licenciement n'a eu qu'une voix : celle du patron... La demande de licenciement a été portée devant l'inspection du travail qui par deux fois a demandé un délai pour complément d'enquête. On en est toujours là... La riposte des travailleurs a été immédiate et vive sur les deux aciéries et surtout dans l'aciérie n°2 où travaille Frantz : le 4 décembre, sans attendre de mot d'ordre syndical, les travailleurs des aciéries ont largement débrayé. Pour tant, la grève ne s'est pas étendue au reste de l'usine. Le découragement des gars devant les divisions syndicales, qui ne font que s'accroître dans l'usine y est sans doute pour beaucoup mais la confusion créée par la position de la direction CGT à propos de ce licenciement, a joué dans le sens de la démobilitation.

Certes la direction CGT de l'usine s'est félicitée de la réaction des travailleurs des aciéries, elle a appelé à se mobiliser contre ce licenciement. Mais elle a choisi d'abord de lier le licenciement de Frantz par le patron et celui de Michon permanent du CE membre de la CGT et du PCF, par la coalition des autres syndicats CFDT-FO-

CGC. Très vite, ce sont les licenciements du CE qui sont passés au premier plan dans la propagande de la CGT au point qu'on ne parle presque plus de celui de Frantz... Ainsi, toute la mobilisation de la CGT s'est faite contre les licenciements du CE ; la fédération est descendue pour défendre Michon et on a vu par exemple des assemblées de secteur aux laminoirs qui avaient été convoqués par le délégué pour la défense de Frantz et dans lesquels on n'a parlé que des licenciés du CE.

Conséquence d'une telle position, les histoires de magouille du CE et les querelles syndicales ont repris le dessus. Beaucoup de travailleurs qui s'étaient mobilisés dès le début contre le licenciement de Frantz ont le sentiment que leur combat a été dévié. Dans ces conditions, la lutte s'annonce difficile. Mais alors que les précédents licenciements à Usinor n'avaient donné lieu à aucun mouvement la mobilisation des travailleurs de l'aciérie pour défendre leur délégué est la preuve qu'ils voient dans ce licenciement une atteinte à leurs droits et une entrave importante à leurs luttes futures.

Depuis plusieurs mois et de manière plus indirecte dans la dernière période, on assiste à la Lainière de Roubaix, à une offensive de la direction contre les organisations syndicales, CGT et CFDT notamment. Voilà qui alimente de manière plus dangereuse encore, tout l'arsenal répressif mis en place par les patrons contre les travailleurs.

dernièrement, cinq délégués (quatre CGT et un CFDT) de chez Pennel et Flipo, autre usine du groupe, sont assignés en justice pour «séquestration» lors d'une grève.

Une volonté unitaire certaine

L'objectif est clair et pas nouveau. C'est celui d'enlever aux travailleurs leurs moyens de défense, de lutte, qu'ils se sont donné depuis longtemps. Mais c'est aussi l'annonce de mauvais coups que la direction prépare et pour lesquels elle veut se donner

le maximum de champ libre. Les patrons veulent ainsi lamener tous les freins qui s'opposent à leur politique de division, de restructuration et de licenciement.

Ces messieurs n'ont pas oublié la dernière grève de mai 1979 qui avait vu l'occupation de l'usine durant plusieurs jours et qui avait abouti à quelques résultats positifs (notamment sur la question des primes semestrielles). De plus, ils n'apprécient guère certaines pratiques unitaires entre la CGT et la CFDT et même occasionnellement Force Ouvrière. Il est vrai que cette situation contraste singulièrement dans le contexte de division syndicale et

LAINIERE DE ROUBAIX : L'OFFENSIVE PATRONALE S'APPELLE REPRESSION SYNDICALE

Regardons les faits :

— En juin et juillet, la direction et l'encadrement exercent des pressions contre un nouveau délégué syndical (agent de maîtrise). Celui-ci étant muté à la Lainière, suite à la fermeture de la Filature Pierre Curie de Tourcoing qui fait partie du groupe Prouvost SA. La direction n'apprécie pas l'implantation désormais nouvelle de la CGT dans le collège de la maîtrise.

— En septembre, envoi de lettres recommandées aux délégués syndicaux CGT et CFDT concernant l'affichage dans les couloirs de l'usine. La direction

tente par ces menaces d'imposer la réduction du format des affiches. C'est le droit d'expression qui est ici attaqué.

— En novembre, un délégué CFDT de l'équipe de nuit reçoit une lettre d'avertissement pour «menaces de violence contre un premier ouvrier» bien connu pour ses excès de zèle et ses brimades. Fin novembre, début décembre, deux délégués reçoivent des lettres de mise à pied. Prétexte invoqué : «Ne pas avoir respecté les paroles d'un cadre». Décidément, ces messieurs n'aiment pas beaucoup que l'on touche à leur autorité.

En décembre, un délégué CGT reçoit une lettre de mise à pied pour «avoir refusé les ordres de sa hiérarchie». De plus, on le menace de mise à pied d'un autre jour, s'il continue et même de le licencier.

Pour le pénaliser, la direction n'hésite pas à lui enlever une semaine complète de salaire. Jusqu'où ira la Lainière de Roubaix ? Car à regarder tous ces faits, il est clair que la direction cherche à saper les organisations syndicales CGT et CFDT, à les mettre au pas, à les amadouer. Tout cela est d'autant plus grave que tout

politique que l'on connaît. Tout ceci, ajouté à la récente remontée des organisations syndicales CGT et CFDT surtout lors des dernières élections professionnelles de novembre 1980 qui avait vu cette année une plus forte participation de votants, donne un climat nouveau dans l'entreprise que la direction cherche à briser par tous les moyens, dont ceux de la répression syndicale qui caractérise la dernière période.

Dans cette voie là, il est important de signaler la récente démarche unitaire pour riposter face à cette répression syndicale et tout particulièrement pour défendre le délégué CGT mis à pied en décembre. Cela se concrétisant par des affichages communs CGT-CFDT-FO et un tract commun dénonçant les divers cas de répression et une démarche unitaire de la CGT, de la CFDT et FO auprès de l'inspection du travail de Roubaix.

Le poids de la division environnante

Mais si cette unité syndicale montre concrètement les possibilités de riposte plus large et donc plus efficace pour faire reculer les patrons, elle n'en est pas

moins sujette à des difficultés et des pressions dues à l'environnement politique et syndical de division qui au fil des mois pèse et tire en arrière certaines volontés. De cela, la direction de la Lainière se rend bien compte qui essaye d'en profiter.

Et tout dernièrement, la manifestation de la seule CGT à Lille pour dénoncer l'assignation en justice des délégués de chez Pennel et Flipo, pour importante et positive qu'elle était, a permis que le courant anti-unitaire s'exprime vu l'absence de la CFDT à cette manifestation. Certes, ces faits, comme tant d'autres sur la région et la localité, amènent à se poser certaines questions légitimes et auxquelles il faut répondre ; mais ils ne sauraient être et ne peuvent être en eux-mêmes des prétextes et des antécédents qui remettent en cause les actions communes quand c'est possible et là où c'est possible. Sur la Lainière, ces possibilités existent, elles se sont par le passé et encore récemment exprimées. Elles montrent la voie et les moyens à mettre en œuvre pour engager une riposte nécessaire, d'ampleur et efficace contre les mauvais coups du patronat et du gouvernement. Cette riposte et sa crédibilité ne sauraient être sacrifiées sur l'autel de la division et des querelles.

CHEZ PENNEL ET FLIPO : CINQ DELEGUES DEVANT LA JUSTICE

Bien que fabricant du caoutchouc et des tissus synthétiques, l'usine Pennel et Flipo fait partie depuis 1975 du groupe Prouvost Masurel, premier groupe textile de la région duquel dépend également la Lainière de Roubaix... De 1975 à 1980, près de 300 emplois ont été supprimés en douceur, 300 autres doivent subir le même sort. Quand Prouvost a repris les établissements Pennel et Flipo en 1975, les salaires et les avantages acquis par les travailleurs y étaient supérieurs à ceux de l'industrie textile du secteur Roubaix-Tourcoing. D'où la préoccupation constante du PDG Kirschner : remettre en cause ces avantages et pour cela éliminer les syndicats CGT et CFDT.

Il se trouve que Kirschner est un patron de choc et un fervent adepte du recours aux tribunaux. En octobre 1978, il traduit huit délégués devant la justice. En mars 1979, il traîne de nouveau trois délégués devant le tribunal. Il est débouté à plusieurs reprises et condamné aux dépens. Mais en 1980, sans doute encouragé par le projet Peyrefitte, il remet ça et porte plainte pour « séquestration » contre quatre délégués CGT et un CFDT. Les faits remontent au mois de mars 1979 où pour protester contre le licenciement d'un militant, les ouvriers font grève à 80 %, occupent les locaux et retiennent

pendant 36 heures Kirschner. Dans la masse des grévistes, il choisit cinq délégués et porte plainte contre eux. Convoqués pour un premier interrogatoire en janvier 1980, les délégués ont eu le soutien des travailleurs de l'usine qui ont fait grève et ont massivement voté une motion lancée par la CGT et la CFDT pour l'arrêt des poursuites judiciaires et administratives. Mercredi 10 décembre devait avoir lieu un deuxième interrogatoire à Lille. On apprenait en début de semaine que l'audience était reportée à une date ultérieure. Malgré ce report et malgré les mots d'ordre syndicaux divergents (la CGT appelait à 24 heures de grève et à accompagner les délégués au tribunal de Lille ; la CFDT, elle n'appelait qu'à « une grève de deux heures minimum ») la mobilisation des travailleurs de l'usine a été importante : ils étaient environ 150 devant le tribunal de Lille à répondre à l'appel de la CGT qui avait maintenu la manifestation. Aux cris de « liberté d'expression, Halte à la répression ». Les manifestants se sont rendus au siège de FR3 Lille pour réclamer une plus grande place pour les luttes des travailleurs à la télévision régionale. Ils ont auparavant fait un détour par le siège du patronat régional dont ils ont un moment occupé la cour en chantant le *Chiffon Rouge*.

MATRA ACHETE HACHETTE

La Bourse se manifeste traditionnellement par quelques coups retentissants. L'évènement de cette fin d'année sera sans nul doute, l'annonce de la prise de contrôle d'Hachette par le groupe Matra. Que vise Matra ? Quelles en seront les conséquences ? Quel est l'enjeu qui se profile derrière cette affaire boursière ?

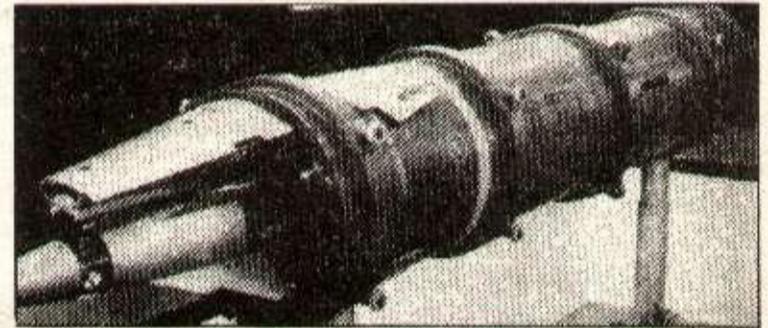
Après tout l'évènement pourrait être banal. Ce ne serait pas la première fois qu'un industriel s'achèterait un journal ou constituerait un groupe de presse. Que l'on songe à Boussac ou à Dassault...

Mais s'il ne s'agissait que de cela, acquérir un groupe de près de six milliards et demi de chiffre d'affaires, même pour Matra, ce serait un luxe au-dessus de ses moyens dans la situation actuelle. D'autre part, on a mis l'accent dans différents journaux sur le nouveau pas en avant ainsi franchi dans la concentration de la presse et les menaces que celle-ci fait peser sur la pluralité de l'information. C'est indiscutable. Et d'autant plus « choquant » que l'acquéreur est nettement identifié comme un marchand de canons (pardon ! de missiles et de roquettes...). Hachette, géant mais un peu à bout de souffle, ayant du mal à rentabiliser certains gros investissements, peut espérer trouver chez son partenaire de l'argent frais. Mais encore une fois, l'intérêt de Matra ?

Presse et télématique

Et ce d'autant que semble se déchaîner à l'heure actuelle, le combat opposant la presse et la télématique. Or Matra (cf. encart) s'affirme aux côtés de Thomson et de CIT Alcatel (CGE) comme étant un des pôles essentiels de la télématique.

En effet, jusqu'ici la presse est en général plus que prudente vis à vis de la stratégie télématique arrêtée par le gouvernement et pilotée par la très puissante DGT (Direction générale des télécommunications). A tel point que faisant pression sur les députés et les sénateurs, elle faillit bien bloquer les crédits du secrétariat des PTT, plus précisément



Une des fabrications de Matra.

des demandes d'expérimentation télématique prévues (Télétel et l'Annuaire électronique). Télétel est une expérience qui débutera en 1981 et concernera près de 2500 ménages de Vélizy (et même de Versailles et de Jouy-en-Josas). Il s'agira d'un service expérimental fournissant aux usagers, à partir d'un petit clavier alphanumérique, un petit écran de télévision couleur et la prise téléphonique, les informations les plus diverses. On interrogera ainsi, grâce aux claviers, le centre serveur de données qui regroupera aussi bien des pages

du service public (météo, état des routes, démarches administratives, ...), des sociétés privées (banques, assurances, cinémas, catalogues de ventes par correspondance, ...) et les informations demandées s'afficheront sur l'écran.

L'expérience de l'annuaire électronique débutera également en 1981. Il concernera l'ensemble des abonnés au téléphone du département d'Ille-et-Vilaine (soit 250 000 abonnés). La direction générale des télécommunications fournira gratuitement un terminal constitué là encore d'un écran (de 15 cm sur 20 cm, plus petit donc que les téléviseurs habituels et d'autre part en noir et blanc) et d'un clavier, le tout re-

lié à un centre serveur, par l'intermédiaire du réseau téléphonique commuté. Cette banque de données fournira aux usagers les numéros de téléphone des abonnés qu'ils souhaitent joindre. Actualisée en permanence, elle offre selon l'administration, un moyen sûr et efficace et élimine les charges de mise à jour, de fabrication et de distribution de l'annuaire papier, « gérable avec sept millions de lignes téléphoniques en 1975, difficilement gérable avec seize millions de lignes en 1981 et impossible avec trente millions de lignes (plus d'un Français sur deux) en 1990 ». Ce que ne dit pas la DGT, c'est qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre Télétel et l'annuaire électronique. C'est-à-dire que ce dernier, généralisé à l'ensemble des abonnés (sans doute d'ici 1990) serait théoriquement à même d'être branché sur un serveur Télétel et fournir ainsi les informations les plus variées.

Le journal sur écran

Alors, où sont les craintes des dirigeants de la presse ? Le plus gros risque à court terme, pour eux, réside dans la confiscation de la publicité, qui représente en général, entre 30 et 70 % de leurs ressources. Pour le patron de *Quest France* (le premier quotidien français avec 700 000 exemplaires), une baisse de 10 à 15 % des recettes publicitaires signifierait, compte tenu de la

Le groupe Matra

- 32 000 salariés, 8 milliards de chiffre d'affaires ;
- 50 % du chiffre d'affaires dans les activités militaires (exportées à 70 % ; il s'agit de missiles, de roquettes et de fusées) ;
- 17 filiales dans les secteurs de l'automobile, les transports, les composants électroniques, du spatial, de la télématique, bureautique, téléphonie, de l'électronique automobile et de l'horlogerie ; signalons à ce titre, les achats récents de Jaeger (électronique automobile), Péritel, Jaz (horlogerie) et Solex (électronique automobile) ;
- Nombreux accords avec des firmes outre-atlantique, dont TRW (satellites), Harris (composants électroniques), Hughes Aircraft (satellites), QWP (télécopieurs), Datapoint (informatique), Otis (transports) ;
- 17 % du capital d'« Europe 1-Images et Son » qui exerce son contrôle sur *Europe 1* (dont 19 % du capital appartient à Floirat et dont le PDG est Lagardère, PDG de Matra) ;
- *Radio Monte Carlo* ;
- Divers groupes de presse rassemblant notamment *Jacinthe*, *Enfants magazine*, *Vingt ans*, *Biba*, *France foot*, *Neptune-nautisme*, *Caravanning*, *Planches à voile*, *Camping car* ;
- Contrôle la librairie Quillet.

DU COMPOSANT ELECTRONIQUE A L'INFORMATION ET A LA PRESSE EN PASSANT PAR LES SATELLITES.

stagnation quasi générale des ventes, une augmentation considérable des coûts (plus 12 % en juillet dernier sur le papier ; limitation progressive des privilèges d'affranchissement) et les lourdes charges entraînées par les mutations technologiques (impression offset, photocomposition, mise en place d'imprimeries décentralisées), à mettre la plupart des titres en situation délicate. A moyen terme, les craintes concernent la publication sur écran, de nouveaux services « pratiques » (horaires de bus, des trains,...) et des annonces spécialisées qui, notamment pour la presse régionale, sont essentielles à leur diffusion. A long terme, la presse se voit déposséder de son rôle de premier support de l'information par la généralisation du journal sur écran, éventuellement couplé avec un système de fac-similé.

A ces arguments, les pouvoirs publics répondent de deux façons. Premièrement, affirment-ils, les entreprises de presse sont particulièrement bien placées pour se saisir de ces nouveaux médias, tel que le vidéotex de l'expérience de Télécel. Leurs archives constituent des banques de données incomparables et l'information doit rester l'affaire des journalistes.

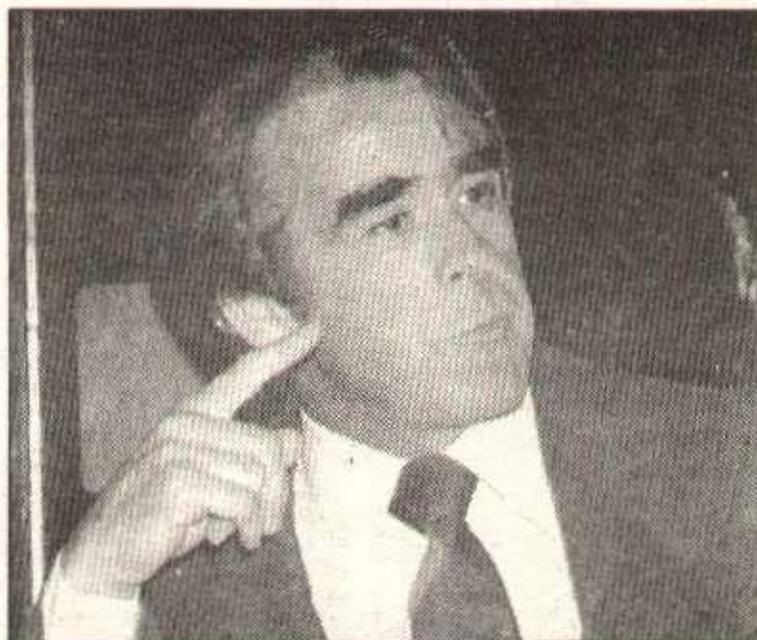
Or il est évident que risque il y a dans la mesure où :

1) L'accès à ces services télématiques n'est pas gratuit et nécessite pour la presse certains investissements ; (il y aura donc sélection).

2) La presse rentrera en rapport de force avec l'administration, qui fournit le support de transmission et surtout les sociétés de service et les constructeurs sans qui les réseaux de télématique seraient inertes. L'autonomie de la presse n'en sortira donc pas renforcée.

Deuxième réponse des pouvoirs publics. Il ne s'agit que d'expérimentation, et l'astuce suprême du gouvernement ces derniers temps, à chaque fois qu'il rencontre une difficulté est de créer une commission. Ainsi donc, parallèlement à la commission nationale « informatique et liberté » a été créée une commission télématique-administration-presse et une commission de parlementaires invités à suivre l'expérience de Télécel.

Au demeurant, les grands groupes de presse, tout en manifestant certaines réticences, se préparent. Le groupe du *Parisien Libéré* lance un GIE (groupe d'intérêt économique) pour la Télématique et annonce sa participation à Télécel. Le *Républicain Lorrain* (200 000 exemplaires vendus) profite d'une foire à Metz pour expéri-



Lagardère, le PDG «dynamique» de Matra.

menter le vidéotex et faire connaître largement des possibilités d'utilisation...

Convergences d'intérêt

On en revient précisément aux convergences d'intérêt entre Hachette et Matra. Hachette manifeste depuis quelques années, — peut être suite au passage rapide de Nora (le Nora du rapport *informatique et société*) à sa direction —, un goût prononcé pour les nouveaux secteurs d'information (cf encart Hachette). Certes, l'audiovisuel ne constitue que 0,5 % du chiffre d'affaires du groupe qui a de plus connu certains déboires en se lançant dans la vidéo cassettes. Hachette, cependant s'est lancé dans la constitution de deux banques de données, diffuse un magazine sur vidéo cassettes, réalise des films publi-

citaires et des programmes de télévision et se dit prête pour le marché du vidéo disques (disques souples contenant outre les informations sonores, des signaux propres à générer les images animées ; leur lecture se fait magnétiquement par laser.

Quant aux NMPP, sous le contrôle d'Hachette, elles ont commencé par louer deux mille pages d'information à Vélizy, pour présenter le catalogue des publications diffusées par leur réseau, la liste des points de vente et pour offrir aux usagers la possibilité de passer des commandes ou souscrire des abonnements. Mais elle compte également diffuser des informations rédactionnelles. D'ores et déjà, ces deux mille pages sont insuffisantes et c'est 15 000 pages qui sont prévues à la diffusion à partir du centre serveur.

Matra, de son côté, (dont le siège est à Vélizy I) est fortement impliqué dans cette expé-

rimentation (en fournissant les terminaux). Il manifeste de plus en plus son ambition en matière d'informatique et de télécommunications.

Au rythme d'un achat tous les six mois, le groupe s'est considérablement renforcé dans ce secteur, n'hésitant pas pour disposer des technologies les plus avancées, à multiplier les accords avec les sociétés américaines (voir encart Matra)

Les ambitions de Matra

De telle sorte qu'aujourd'hui — et à quelques millions près — Matra maîtrise une filière technique qui va du composant électronique au terminal de télé informatique spécialisée grand public en passant par les satellites de télécommunications et de diffusion.

Mais pour que cette filière technique devienne une filière de la communication il faut maîtriser le recueil, le traitement et la diffusion de l'information. D'où peut être l'intérêt de longue date du groupe Matra pour la radio et la presse ; d'où sûrement, les raisons de l'acquisition toute récente d'Hachette. On a en effet rappelé à cette dernière occasion les liens très étroits qui lient Matra et Europe 1, par l'intermédiaire du principal actionnaire du groupe de Vélizy, S. Floirat qui détient 19 % de la station de radio tandis que Matra possède 17 % du capital du holding «Europe 1-Image et Son». Cette dernière société contrôle également Radio Monte Carlo. Finalement, par le biais de contrôles en chaîne, Matra exerçait son autorité sur une douzaine de publications (dont un quotidien : *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* et sur la librairie

Quillet) et récemment un accord avait été signé avec le géant de la distribution cinématographique UGC.

L'acquisition d'Hachette permet au groupe de renouveler son ambition. Par exemple, en matière de télévision, Matra va participer à la fabrication de TDF 1, satellite Franco-Allemand qui couvrira tout le territoire national, avec trois canaux (si Ariane consent à le mettre en orbite). Il y aura un canal pour TF1 et un autre pour Antenne 2, FR3 restant une télévision régionale. A qui sera attribuée cette quatrième chaîne ? On parle d'un consortium rassemblant Europe 1, Radio Monte-Carlo, RTL, Télé France International et la SOFI-RAD (participation de l'Etat)

Autre solution : on ne retient qu'un seul interlocuteur et là le choix devra se faire entre RTL et Europe 1. Si Europe 1 c'est dorénavant Matra plus Hachette réunis en un seul groupe, l'ensemble des atouts techniques et «intellectuels» (journalistes, programmes, jeux, documentaires) pour une nouvelle chaîne privée se trouvent réunis.

Notons pour finir, mais est-ce bien utile d'y insister, que tout ceci n'était pas possible sans l'aval de l'Elysée. On parle de disgrâce du groupe Hachette auprès de Giscard qui ne lui aurait pas pardonné les velléités d'indépendance des journalistes du *Point* ou les intentions avortées de vente du *Journal du Dimanche* au remuant PDG du groupe de presse lyonnais Lignel. On parle aussi beaucoup de la confiance du président en Lagardère, PDG de Matra et de l'attachement de ce dernier à un homme sans la bénédiction de qui, aucun marché public (armement, télécommunications) n'est accessible...

Par Richard Desgraves

Un journal d'un type un peu nouveau avec la télématique.

ANTIQUE SPORTS 081		CLASSEMENT DE LA 1ère DIVISION	
STRASBOURG	43	17	11
NANTES	44	16	11
ST-ETIENNE	42	15	11
MONACO	38	14	11
BORDEAUX	38	11	11
LYON	33	10	11
NIMES	32	10	11
LILLE	32	10	11
METZ	32	10	11
SOCHAUX	30	10	11
BASTIA	30	10	11
MARSEILLE	28	10	11
PARIS 8 G	28	10	11
NANCY	28	10	11
ANGERS	28	10	11
LAVAL	28	10	11
NICE	28	10	11
VALENCIENNES	28	10	11
PARIS F.C	28	10	11
REIMS	28	10	11

Hachette : la pieuvre verte

- 6,3 milliards de francs de chiffres d'affaires ;
- Le premier groupe de presse français : 1,4 milliards de chiffre d'affaires (contribution essentielle aux bénéficiaires du groupe), 97 millions en 1979 avec : *Elle*, *Télé 7 jours*, *Le Journal de Mickey*, *Confidences*, *Moto Journal*, *Hifi Magazine*, *Tennis Magazine*, *Week-end* et les revues *Historia*, *Le Miroir de l'Histoire* ;
- Editions : Grasset, Fayard, Stock, plus le Livre de Poche et la collection *Le Masque*, bibliothèque verte, rose et rouge ;
- Imprimerie : Brocard et Taupin et l'ex Néo-gravure ;
- L'audiovisuel (0,5 % du chiffre du groupe) : magazine de vidéo-cassettes en direction des Français de l'étranger, films publicitaires et de télévision, banques de données, vidéodisques, ... ;
- La distribution : 18 % des livres vendus en France le sont par des grossistes Hachette, soit par des points de vente directs du groupe (1200 points de vente), participation dans la société d'agence et de diffusion, dans France-Messages, presse-routage (abonnements et publications, revues) ;
- Contrôle les NMPP.

QUAND CHABROL QUITTE LA LOZERE...

A propos de *Vladimir et les Jacques*
de Jean-Pierre Chabrol

CETTE fois-ci, Chabrol s'est détourné du Mont-Lozère, quittant Clergemoire, il a retrouvé bien longtemps après, le chemin du *Bout-Galeux*, le roman de ses débuts un *Bout-Galeux* méconnaissable balayé par la tourmente de la crise où la lutte, solidarité, espoir n'auraient plus cours, un *Bout-Galeux* «quart-mondisé», hanté par la désespérance.

Il y a quelque temps, maintenant, Chabrol a rencontré «les Jacques», une jeune troupe rompue aux techniques les plus délicates de l'expression corporelle, partie à la recherche d'un langage dramatique nouveau, susceptible peut-être de traduire un réel devenu lui aussi nouveau. Ensemble, ils ont construit plusieurs spectacles, et c'est à la genèse romancée du dernier, *Lumpen*, que l'auteur de *Vladimir et les Jacques* nous convie.

Le propos ? raconter la misère, celle que l'on dissimule au cœur des cités de banlieue, au fond des terrains vagues, celle qui s'accroche aux immeubles murés aux paysages urbains bouleversés, celle des loubirds, des squatters, des ex-taulards, des gamines enceintes et des chômeurs permanents, celle qui nous menace tous, souligne l'auteur : «Vous savez, y a cin-

quante millions de fiches de licenciement, toutes prêtes, vous pouvez les retirer dès maintenant !».

Ensemble, le romancier et les comédiens ont enquêté. Ils ont gravi, seuls ou à la suite des militants, les escaliers des HLM à l'abandon, découvert tout un peuple de marginaux et de déclassés, indifférents, dans leur dénuement, aux discours syndicaux, imperméables à toute analyse politique, un peuple sans cesse croissant, alimenté par les vagues successives du chômage et des expulsions.

Parallèlement, c'est la construction du spectacle : une création collective, qui prend forme sous nos yeux. Suite des sketches sans unité d'abord, elle s'ordonne peu à peu en une composition qui plonge profondément ses racines dans le réel. C'est une succession d'improvisations sans cesse changeantes, sur lesquels viendra se greffer le texte du scénariste ; l'émergence progressive de figures en devenir dont le moteur est constitué par la dialectique du personnage et de l'acteur, de l'acteur et de ses «modèles». Sous nos yeux s'élevait une fiction qui éclôt du réel pour n'en garder que l'essentiel et qui, par sa seule présence, l'éclaire.

Au fil du travail de la troupe, les questions se pressent, nombreuses, incontournables pour tout théâtre du réel, sinon militant. Faire un spectacle avec la misère ! Faire rire avec la misère ! Mais bon gré mal gré, les propos du romancier et des Jacques se rejoignent : donner à voir ce que l'on dissimule, donner la parole à ceux que l'on fait taire.

Ceci dit, parfois Chabrol semble en «faire un peu trop». Chez tout autre que lui, le long défilé des boat-people croissant la cohorte motorisée des départs du samedi soir semblerait trop au goût du jour et c'est vrai qu'il plane parfois sur ces pages un parfum de désespérance qui pourrait friser la complaisance. La lourde et obsédante boule de plomb des destructeurs d'immeubles qui rythme le récit, paraît parfois saper tout espoir. Ailleurs, le propos dérape vers le fantastique, le réel devient alors un immeuble mûri dans lequel s'agitent, dérisoires et sarcastiques, «les bouffons» composés par les Jacques, et sur lesquels s'acharnent les coups des démolisseurs.

Malgré tout, l'espoir subsiste, timide, étouffé, mais bien vivant. Il surgit au détour d'un paragraphe, comme la frimousse

d'un gamin d'une de ces carcasses de voitures abandonnées, qui parsèment les cités, et que Chabrol décrit si bien. Et puis il y a Yvonne Huriez, bouleversant personnage en état d'insurrection permanente, qui sait faire jaillir les révoltes contenues. Avec elle, les destructeurs changent de camp. Avec elle, s'écroule le «mur de la honte», dérisoire barrage de parpaings qui séparait la cité des «paumés» de celle, pourtant bien menacée des «convenables».

Mais l'essentiel n'est pas là. Cette réalité, Chabrol, comme les Jacques a su l'exprimer en se forgeant un langage, un univers romanesque nouveau, qui, en constituant l'aboutissement de ses recherches antérieures, marque profondément la coloration du roman, et par là même sa signification. *Vladimir et les Jacques* prend place dans la longue lignée des ouvrages surgis du peuple, dans celle des Fabliaux du Moyen-Age et des livres de Rabelais. Plus près de nous, il emprunte au regard d'un Comencini sur ses «affreux, sales et méchants». Cette fois-ci, Chabrol se débarrasse du «beau langage». Il disloque la structure de ses phrases, accueille le parler du peuple et se laisse entraîner par sa verve. Dépassant le

simple populisme, il fait surgir à fleur du texte la parole des opprimés. *Vladimir et les Jacques* atteint parfois ainsi à la grandeur d'une création collective. De ceux qui semblaient dérisoires, sans espoir, le romancier met en évidence toute la vigueur créatrice.

Pour tout ceci, peut-être, gagnons qu'il en déroutera plus d'un, Chabrol ! Et pourtant ! Il en est de ce livre comme des tableaux de Jérôme Bosch et des œuvres de Breughel, auxquels il fait souvent penser. Il faut savoir s'arracher à la fascination d'un détail, s'éloigner de la cruauté d'une scène, de la truculence d'un personnage, et embrasser du regard toute la composition, tant l'architecture en est complexe, tant les rapports du réel et de la fiction y sont subtils, tant la dialectique du thème et du langage y est essentielle. Le propos s'éclaire alors, chaque élément y prend un sens demeuré jusqu'ici incomplet. Le livre refermé, il reste une formidable envie de lutter et de vivre.

Alain PARIS

J.P. Chabrol, *Vladimir et les Jacques*, Grasset, 342 pages.

Après les suppressions de postes
et le chômage partiel

LICENCIEMENTS DANS L'AUTOMOBILE

Après la sidérurgie, l'année 1981 sera-t-elle l'année des licenciements dans l'automobile ? On est tenté de le craindre après l'annonce par Talbot du prochain licenciement de 3 500 de ses ouvriers. D'autres mesures sont déjà prises, ou en cours de préparation. C'est ainsi que Citroën vient de décider la fermeture de son usine de Forest, dans la banlieue de Bruxelles ; 900 travailleurs belges vont se retrouver au chômage. De même la demande de mise en retraite anticipée de 2 500 ouvriers par Citroën est actuellement sur le bureau du ministre du travail, et tout porte à croire qu'elle sera acceptée. Dans la plupart des usines automobiles en France (qui emploient au total 500 000 personnes), le même processus tend à être mis en place : d'abord une politique de «dégraissage» des effectifs, par le non-remplacement des ouvriers

qui s'en vont, ensuite le chômage technique — plus d'un mois en ce moment aux usines Ford de Bordeaux et plusieurs semaines aux usines Talbot de La Rochelle —, et enfin les licenciements définitifs.

Officiellement, toutes ces mesures sont justifiées par le marasme qui sévit actuellement dans l'industrie automobile. De fait, si Renault semble tenir bon avec une croissance record de 9 % en 1980, il n'en va pas de même pour le groupe PSA qui regroupe les marques Peugeot, Citroën et Talbot. Les pertes totales du groupe pour l'année sont estimées à environ un milliard et demi de francs, nouveaux bien sûr. Du fait de la crise, le marché intérieur apparaît comme considérablement réduit (- 9 % d'immatriculations en novembre), tandis que les exportations ne parviennent plus à combler le déficit. On peut

cependant se poser légitimement quelques questions au vu des investissements énormes des grandes firmes automobiles ces dernières années : le «licencier» PSA ne vient-il pas, au début de l'année, d'injecter 2 milliards de francs dans la firme américaine Chrysler ? Et Renault ne vient-il pas lui-même de prendre une participation majoritaire dans une firme américaine en faillite, et ce pour la somme de 1,7 milliards ? Pas plus d'ailleurs les travailleurs de l'automobile n'ont à payer la crise. Dans des conditions difficiles, un rassemblement a eu lieu dès l'annonce des licenciements dans l'enceinte de l'usine Talbot de Poissy.

Vendredi, les travailleurs manifestent devant le siège de la société, sur les Champs-Élysées. Autant de signes qui tendent à prouver que les licenciements n'auront pas la partie aussi belle qu'ils l'espèrent.

Suite de la page 20

le montage-diapos pour le débat, on organise des projections du film de la CFDT «*Dossier Plogoff*» et d'autres initiatives.

Attitude ambiguë du PS

Le PS mène alors une bataille de retardement : prétextant les difficultés techniques du projet, son manque de compétitivité économique et son peu de débouché, il finira par soutenir que le CEA ne veut plus de Thermos, qu'il est donc superflu de mener une campagne et de faire de la publicité à un projet qui va en fin de compte s'enterrer tout seul... Ces arguments sont assez mal reçus. A la CED, le PS s'entend dire que la coordination ne doit pas servir à négocier la part de la mairie dans le financement de Thermos, mais à faire en sorte que le projet Thermos soit rejeté.

Pourquoi ces hésitations du PS à prendre position clairement sur la question alors qu'il se dit défavorable à Thermos dans la CED, alors qu'il publie dans son bulletin la position contre la CFDT ? Cela tient-il à la marge

électorale étroite dont dispose la mairie et à la perspective des municipales en 1983 où un faux pas pourrait être fatal au PS ? Finalement, une solution de compromis sera trouvée : sur la base d'un dossier très argumenté tant sur le plan technique, sur les questions de la sécurité que sur le plan économique, la CED demande publiquement au cours d'une conférence de presse, fin novembre, s'il ne faut pas abandonner le projet Thermos et consacrer le budget prévu à l'étude d'autres solutions énergétiques locales. Elle ajoute à cela des revendications précises : décentralisation réelle de l'agence pour les économies d'énergie, programme de développement des énergies nouvelles et de récupération de chaleur industrielle financée par l'Etat, financement des économies d'énergie sans hausse excessive des loyers et des charges, élargissement des prérogatives des collectivités en matière d'énergie.

S'il y a eu des reculs du CEA, la résistance de la population grenobloise n'y est pas pour rien. Nous battons-nous aujourd'hui contre un moulin à vent, comme le laisse entendre le PS ? Rien n'est moins sûr.

Fin 1979, le centre d'études nucléaire de Grenoble (CENG) propose à la mairie de construire «*gratuitement une centrale nucléaire*» baptisée «*Thermos*» pour alimenter le réseau de chauffage urbain de la ville. L'idée avait déjà été lancée à Saclay par le CEA (dirigé alors par Giraud, actuel ministre de l'industrie) mais il aurait fallu créer là-bas de toutes pièces un réseau de chauffage. A Grenoble, ce réseau existe déjà et la proposition d'un prototype Thermos réapparaît alors que le programme électronucléaire du gouvernement rencontre de plus en plus de résistance (la Hague, Malville, Plogoff).

De notre correspondant à Grenoble

LORSQU'ELLE est sollicitée pour l'installation de Thermos, la mairie de Grenoble ne refuse pas, mais elle demande que la puissance de la centrale soit ramenée de mille mégawatts à cinquante mégawatts.

Il faudrait en effet considérablement étendre le réseau actuel pour absorber l'énergie fournie. De plus, le nucléaire que le CEA présente comme une alternative au fuel est en fait pour le réseau grenoblois une alternative aux solutions de remplacement du fuel progressivement mis en place : charbon local, combustion des ordures ménagères, isolation des bâtiments neufs, solaire comme appoint.

Le CEA refuse et veut même voir s'ouvrir tout de suite l'enquête d'utilité publique.

La majorité (PS) du conseil municipal décide alors de créer une commission consultative extra-municipale très large pour étudier le dossier. La minorité (PCF) favorable au projet, s'y oppose, prétextant que la commission municipale de l'énergie, composée uniquement d'élus suffit pour décider et également pour apprécier le projet. Le PS, par contre, a besoin de ménager la composante écologiste de son électoral, opposée à Thermos. Il ouvre alors la commission extra-municipale à toutes les associations qui le désirent, pour créer la possibilité «*d'un débat exemplaire*». Y participent les organi-

sations de la «*coordination énergie-développement*» (CED), regroupant les signataires de la pétition nationale «*Pour une autre politique de l'énergie, pour un débat démocratique*», les sections syndicales concernées, comme la section CGT de la compagnie de chauffage et des partis (PS, MRG, PSU, PCR...). La mairie polarise alors le débat «*sur la fiabilité technique du projet*». Elle exige deux enquêtes qui doivent durer toute l'année 1980. La première enquête conclut à des modifications nécessaires du projet et du réseau actuel. S'ajoutent donc aux 300 millions de francs payés par le CEA (et divers organismes de la CEE), 150 millions de francs supplémentaires.

Pendant l'automne le CENG lance dans la presse locale une campagne pour accréditer l'idée que tous les obstacles techniques sont levés.

Mais face aux difficultés à faire admettre facilement ces tentatives de banalisation du nucléaire à Grenoble, il demande le report de l'enquête d'utilité publique après mai 1981.

Une large contestation

Face à ces débats, la CED qui regroupe la CFDT, des partis (PS, MRG, PSU), les écologistes et diverses associations (consommateurs, CSF, le CLISACT)



Vue de Grenoble

Projet Thermos à Grenoble

LE NUCLEAIRE A VISAGE HUMAIN ?

se mobilise dès le début. Elle organise d'abord en mars 1980 un meeting d'information sur Thermos où seront largement évoqués les problèmes techniques (liés au branchement sur les réseaux actuels) et les possibilités de choix énergétiques locaux. Elle étudie également les perspectives de construction en série de Thermos (10 unités prévues dans le VIIIème plan, mais quel réseau pourra les recevoir ?) et d'exportations éventuelles qui restent très faibles. Il est d'abord question d'exiger de la mairie un référendum local après information suffisante de la population. Le PS s'y oppose, en disant que le projet Thermos obtiendrait 80 % des voix. (!) La CED demande également à la mairie de publier les études réalisées avant l'hypothèse Thermos pour améliorer et étendre le réseau actuel, elle demande aussi des garanties quant au débat contradictoire, promis dans la presse municipale.

Progressivement, la plupart des organisations de la CED, sauf le PS, prennent publiquement position contre le projet. A la rentrée, se pose dans la CED, la question de l'adoption d'une position commune aux différentes organisations. Tout le monde est d'accord pour ne pas se limiter à une position «*contre*» et qu'il faut avancer d'autres solutions. On met en chantier un colloque sur les «*énergies alternatives*» pour 1981. On prépare

Le coût du projet Thermos

Le coût total du projet est de plus de 400 millions de francs, ce qui correspond à peu près au budget total consacré par l'état à la recherche sur les énergies alternatives.

A la CED, les personnes hostiles au projet ont élaboré un document riche en arguments techniques et économiques et qui conclut au rejet du projet. Ainsi, ce tableau comparatif des coûts d'investissement selon les différentes sources d'énergie d'après la CFDT.

Sources d'énergie	Investissement par TEP (tonne équivalent pétrole) en France en 1979
Isolation thermique	6 000
Ordures ménagères	6 200
Effluents chauds (récupération de chaleur industrielle)	1 000
Géothermie	3 500
Charbon, biomasse	4 000
Fuel et gaz	13 300
Nucléaire classique	6 700
Thermos	13 000 à 18 000

Il est intéressant de noter que, si le CEA oppose aux fortes charges d'investissements nécessaires pour Thermos, de très faibles frais de fonctionnement par rapport au fuel, la plupart des énergies nécessitant peu d'investissement sont celles où la matière première est quasiment gratuite. Conformément à cette volonté de donner la priorité aux énergies «*gratuites*», la CED veut élaborer une contre-proposition énergétique pour l'agglomération grenobloise, comme l'a fait la CFDT pour la région de Cherbourg.

Le chauffage urbain à Grenoble

Le principe du chauffage urbain, c'est de profiter de l'utilisation de grosses chaudières pour brûler des combustibles de mauvaises qualité qui ne peuvent pas être utilisés dans des chaudières individuelles (appartements, immeubles). Actuellement le réseau de Grenoble utilise pour 30 % un charbon de faible teneur provenant des mines de La Mûre, pour 50 % du fuel lourd (dérivé liquide le moins raffiné du pétrole) et pour 17 % l'incinération des ordures ménagères (gros volume de combustible par rapport à la chaleur fournie). Thermos serait réinséré dans cet éventail et fournirait alors environ 20 % de la chaleur totale.

Malgré les coûts de construction à travers la ville d'un réseau pour faire circuler l'eau transportant la chaleur des centrales thermiques aux immeubles, ce mode de chauffage revient actuellement à 10 % moins cher que le chauffage individuel ou le chauffage d'immeuble non solaire.